10e ANNÉE - PUBLICATION TRIMESTRIELLE - N° 36 - JUILLET-SEPTEMBRE 1966
Le numéro : 2,50 F - Belgique : 25 FB - Italie : 300 L

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

Pages

- L'Europe, aujourd'hui citadelle du Capital, demain base de la Révolution mondiale 1
- La danse des bombes atomiques ne change rien à la vision marxiste de l'impérialisme et de la guerre 4
- QUESTIONS DE L'IMPERIALISME 11
- MATERIALISME OU IDEALISME ? (A propos de la « Critique de la raison dialectique » de J.-P. Sartre) 38

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

NOS PUBLICATIONS

EN LANGUE FRANÇAISE :

— **Dialogue avec Staline** (numéro spécial de Programme communiste, 56 pages ..... **2,— F**

— **Dialogue avec les morts** (critique du XXe Congrès du P.C.U.S., 159 pages ..... **4,— F**

— **L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours,** ainsi que **Le Marxisme et la Russie** (148 pages) ..... **Epuisé**

— **Sur le Texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme** (le gauchisme) » ..... **2,— F**

— **Programme Communiste** : un numéro ..... **2,50 F**
Abonnement annuel ..... **9,— F**
Abonnement de soutien ..... **20,— F**

— **Le Prolétaire** : mensuel ;
Un numéro ..... **0,40 F**
Abonnement annuel ..... **4,— F**
Abonnement combiné avec **Programme Communiste** ..... **12,— F**

EN LANGUE ITALIENNE :

— **Storia della sinistra comunista** (1er vol., 415 pages) ..... **25,— F**

— **Storia della sinistra comunista** (vol. I bis) ..... **8,— F**

— **La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin** (110 pages) ..... **7,— F**

— **1917 Insegnamenti dell'ottobre.** Leon Trotsky ..... **4,— F**

— **Il Programma Comunista** : journal bimensuel ;
Abonnement annuel ..... **10,— F**
Un numéro ..... **0,40 F**

— **Spartaco** (supplément syndical, servi gratuitement aux abonnés de **Programma Comunista**) ;
Un numéro ..... **0,20 F**

— **Documents ronéotypés :**
1) Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — Il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario et azione economica ..... **3,50 F**
2) Tracciato d'impostazione - Tesi caratteristiche del Partito **3,50 F**
3) Forza, violenza, dittatura nella lotta di classe ..... **3,50 F**
4) I fondamenti del comunismo rivoluzionario ..... **3,50 F**
5) La successione delle forme di produzione nella teoria marxista ..... **en réimpression**
6) L'abaco dell'economia marxista ..... **en réimpression**
7) Lezioni della controrivoluzioni - Appello per la riorganizzazione internazionale del movimento rivoluzionario marxista **3,50 F**

EN LANGUE ALLEMANDE :

— **Der Faden der Zeit** : Der II. Kongress der III. Internationale und die italienische Linke. **2,— F**

— **Der Faden der Zeit** : Der. I. Weltkrieg und die marxistiche Linke. **2,— F**

EN LANGUE HOLLANDAISE :

— **Documentatie Materiaal** ..... **0,25 F**

L'Europe, aujourd'hui citadelle du capital, demain base de la révolution mondiale

L'Europe triomphe. Ses plus chauds partisans, hollandais et surtout allemands, en lâchant quelque lest dans le domaine agricole, obtiennent que la réalisation de l'union douanière entre les Six soit avancée de dix-huit mois, au 1er juillet 1968. La France, ayant achevé une délicate décolonisation et aménagé ses structures pour affronter l'avenir, cherche à s'en faire le courtier et envoie à cet effet à Moscou son chef illustre, un des plus brillants commis-voyageurs de tous les temps. L'Autriche, le Danemark s'inquiètent de la perte de vitesse de l'A.E.L.E. en face de la C.E.E. et envisagent de relâcher leurs liens avec la première pour s'associer à la seconde. Enfin — fait significatif — la Grande-Bretagne frappe pour la deuxième fois à la porte du Marché Commun, elle qui fut reine grâce à la mer, mais que la mer ne fait plus qu'isoler à l'heure des grands ensembles continentaux et qui a d'immenses difficultés à s'adapter aux conditions impérialistes du XX° siècle.

Il semble hors de doute que l'union économique se réalisera elle aussi à plus ou moins long terme et que, malgré les dernières résistances des nationalismes lésés, elle aboutira tôt ou tard à la formation d'une institution politique supranationale, si toutefois le prolétariat continue à rester absent de la scène historique. Les "Européens" pavoisent. Il aura pourtant fallu deux guerres mondiales atroces pour que la pensée politique bourgeoise mette en question la doctrine de la nation "éternelle" et déclare les luttes entre européens "fratricides", ce qui n'empêche nullement ses représentants de continuer à célébrer, sans gêne aucune, le culte des héros nationaux tombés par millions "au champ d'honneur", celui des massacrés de Verdun par exemple.

Mais nos "Européens" ne s'arrêtent pas là. Emportés par l'enthousiasme, ils affirment maintenant que cette paix et cette union établies entre eux sont aussi la promesse d'un équilibre stable entre les deux "Grands" américain et russe, donc d'une paix durable (ils n'osent dire éternelle) entre les peuples du monde entier, et d'un progrès continu pour tous.

***

Le marxisme a répondu à cette prétention européenne il y a déjà cinquante ans. En 1915, Lénine écrivait à propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe, que ceux-ci étaient « impossibles ou réactionnaires ». Et il expliquait que les bourgeoisies européennes ne pouvaient s'entendre que pour étouffer le socialisme ou conserver leurs colonies. Pour réprimer la révolution prolétarienne à l'issue de la première guerre mondiale, elles s'entr'aidèrent comme on sait, mais sans avoir besoin de se fédérer ; la plus menacée d'entre elles, la bourgeoisie allemande, l'écrasa dans le sang en janvier 1919, à Berlin, grâce à son fidèle chien de garde, la social-démocratie, sans aide extérieure.

Pour maintenir leur monopole colonial, elles auraient mieux fait d'écouter Lénine (qui donc a dit que les bourgeois d'Europe occidentale étaient les plus intelligents du monde ?) ; au lieu de cela, elles recommencèrent comme en 1914, parvinrent en 1945 écrasées, ruinées ou exténuées, si bien que depuis vingt ans, elles ont dû abandonner un nombre croissant de positions coloniales au bon oncle d'Amérique. Déjà maître de l'Amérique latine, le capital américain satellise les Dominions, supplante les intérêts hollandais, français et britanniques

dans le Sud-Est asiatique et au Moyen-Orient, envahit le Congo, s'infiltre partout en Afrique. Pour les vieilles bourgeoisies d'Europe, la politique du Marché Commun est le résultat d'une prise de conscience de l'étroitesse des anciennes bases nationales de 40 à 60 millions d'hommes, et de la nécessité impérieuse d'un espace plus vaste (le fameux "Lebensraum" hitlérien) qui rende possible l'édification d'entreprises géantes aptes à faire face au colosse américain sur le marché mondial, à conserver les ultimes positions restantes et même à tenter d'en conquérir de nouvelles.

Or il existe un marché qui n'est pas encombré par le capital américain et c'est justement celui que les Européens se sont disputés au cours des deux guerres mondiales, celui que l'Allemagne dominait au temps de l'empire austro-hongrois, qui, grâce à la balkanisation de Versailles, devint chasse gardée de l'Angleterre et de la France et qui est aujourd'hui soumis à l'U.R.S.S. : le marché de l'Europe de l'Est. C'est lui que visent en priorité les puissances de l'Europe des Six pressées de prendre au mot les héritiers de Staline, partisans de « la compétition pacifique pour l'élévation du niveau de vie des peuples, grâce au commerce sans discrimination, sur la base de l'égalité et des avantages réciproques ».

Au militant impatient qui, à la lecture d'une citation de Lénine, vieille d'un demi-siècle, crierait au dogmatisme, nous conseillons d'écouter un praticien, Josef Strauss, ministre de la guerre d'Allemagne de l'Ouest : « L'unité européenne doit être au point de vue économique, militaire et politique, si forte qu'elle devienne attirante *(souligné par nous, P.C.) pour les pays européens de l'est ».*

⁂

Loin de représenter la promesse d'une paix stable entre les grands impérialismes mondiaux, l'Europe ne fait donc que rassembler autour des mêmes « foyers de guerre » les vieilles nations issues de la longue maturation féodale, en un vaste ensemble continental qui fait face aux sous-continents multinationaux américain, russe, et peut-être demain chinois. Dans ces ensembles, les autonomies nationales se noient. Même aux nationalistes aussi attardés que de Gaulle embouchent la trompette de l'épopée et parlent de « l'union de l'Europe d'un bout à l'autre ». On ne sait d'ailleurs où se termine son Europe : à l'Oural comme dans les livres d'école, ou à Vladivostok, puisqu'à Novosibirsk, de Gaulle a vanté la Sibérie « industrielle, moderne et patriotique... » (Le général a en effet accordé à Brejnev et Kossyguine, en butte aux Chinois qui contestent la souveraineté russe sur la Sibérie, ce que Khrouchtchev et Kossyguine lui avaient refusé en déclinant l'invitation pour Hassi Messaoud, quand la France allait encore de Dunkerque à Tamanrasset...).

Les Allemands sont plus modestes et moins ridicules. Ecoutons encore Strauss parler du règlement de cet inextricable « problème allemand » : « L'entrée d'un Etat allemand oriental séparé (dans cette Europe unie et « attirante », N. d. R.) pourrait, elle aussi, ne rencontrer aucun obstacle (sic !) à supposer que cet Etat allemand séparé reçoive ensuite tous les droits à la liberté ». Et peut-on être moins nationaliste, plus modéré, plus raisonnable que ce Barzel, président-adjoint de la démocratie chrétienne allemande, qui propose la réunification avec maintien des troupes russes sur le territoire de la République Démocratique allemande en échange « d'importants investissements allemands en U.R.S.S. » (1) ?

Là est le véritable, le seul problème : celui de l'investissement, de l'exportation d'un capital qui s'accumule à un rythme toujours plus fantastique, à

---

(1) Voir « Le Prolétaire » de juillet-août 1966.

l'échelle de continents entiers. C'est ce Capital, puissance anonyme, cosmopolite et dictatoriale, qui traverse toutes les lignes Maginot, enfonce tous les rideaux de fer, escalade toutes les murailles de Chine, remaniant à sa guise la carte du monde. Plus que jamais se vérifie la formule célèbre du "Manifeste" qui décrit la bourgeoisie comme « l'agent sans volonté propre » des « progrès de l'industrie ».

Combien était donc dérisoire le mot d'ordre dicté par Staline en pleine gloire, au XIXe Congrès du P.C.U.S., à ses partis dégénérés : « Autrefois, la bourgeoisie était considérée comme la tête de la nation, elle défendait les droits et l'indépendance de la nation, les plaçant « au-dessus de tout ». Maintenant, il ne reste plus trace du « principe national ». Le drapeau de l'indépendance nationale et de la souveraineté nationale est jeté par-dessus bord. Sans aucun doute c'est à vous, représentants des partis communistes, de relever ce drapeau et de le porter en avant, si vous voulez être des patriotes, si vous voulez devenir la force dirigeante de la nation. Nul autre que vous ne peut le relever ». Et combien est non seulement ignoble, mais ridicule, le spectacle de ces partis qui défendent encore ce drapeau, à reculons, chancelants, pitoyables, dans la bourrasque impérialiste qui les emporte.

*
* *

Lorsque la prospérité superproductiviste actuelle, basée sur la reconstruction d'après-guerre, relancée par la constitution de vastes marchés, entretenue par le repartage continuel des colonies, aura ramené la crise, le prolétariat européen devra repartir à l'assaut avant que les groupes cosmopolites du capital financier aient pu précipiter leurs unions et fédérations respectives dans un troisième conflit mondial, et engagé dans une lutte à mort contre tous les Etats nationaux ou multi-nationaux, il devra inscrire sur son drapeau :

Mort aux Nations !

A bas l'Europe !

Vive la dictature internationale du Parti prolétarien mondial !

La danse des bombes atomiques ne change rien à la vision marxiste de l'impérialisme et de la guerre.

LA BOMBE CHINOISE

La Chine a fait exploser sa première bombe atomique le 16 octobre 1964, la seconde le 14 mai 1965. L'expérience du 9 mai 1966 dans le désert du Sinkiang a ensuite montré avec quelle diligence la Chine progressait sur la voie de l'armement atomique : elle possède désormais la bombe à hydrogène et peut transporter par avion (et éventuellement par missile) les têtes nucléaires et l'on a pu dire que, sur ce terrain, la France de De Gaulle était battue.

L'expérience chinoise a suscité des réactions diplomatiques très caractéristiques dans le camp des super-puissances atomiques. L'U.R.S.S. a accueilli la nouvelle avec une réserve glacée et l'agence Tass, comme Radio Moscou, se sont abstenues de tout commentaire. Le 9 mai, le Département d'Etat américain a commenté l'expérience chinoise dans un communiqué stigmatisant "le mépris des leaders chinois pour les aspirations et le bien-être des peuples qui peuvent souffrir des conséquences d'explosions atomiques dans l'atmosphère, explosions condamnées par la plus grande partie des nations du monde qui ont adhéré au traité de limitation des expériences atomiques ». De son côté, Pékin a annoncé par l'intermédiaire de l'agence Chine Nouvelle, que l'explosion avait pour but de « s'opposer au chantage et à la menace nucléaires de l'impérialisme américain et de ses collaborateurs, et (de) s'opposer à la collusion américano-soviétique visant à réaliser le monopole nucléaire ». On trouve également dans ce communiqué des phrases de ce genre : « son objectif final est d'éliminer les armes nucléaires » ; « La guerre nucléaire peut être conjurée. Telle est notre conviction » ; « ...L'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires », etc...

C'est par simple scrupule que nous avons cité ces messages diplomatiques. En réalité, les prises de position américaine, russe, chinoise ou de tout autre Etat se valent. Tous déclarent « vouloir la paix ». Tous, les Chinois y compris, subordonnent l'éventualité d'une troisième guerre mondiale à la bonne ou à la mauvaise volonté des autres. Tous affirment qu'ils s'arment jusqu'aux dents pour défendre la paix, pour se préserver d'une agression. C'est là le *leit-motiv* que serine la propagande du monde entier, dans les journaux, sur les écrans de télévision... Les positions des marxistes révolutionnaires sont tout autres, et le marxisme jette une lumière bien différente sur les causes réelles de toute guerre, de toute « paix ».

Pour démontrer la validité de la théorie marxiste, qui n'est pas un dogme, mais l'analyse la plus réaliste de la société humaine et de son développement historique, il suffit de recourir aux faits. Aucune propagande ne peut effacer une vérité objective.

LE TRAITE DE MOSCOU

Apparemment, le traité de Moscou est la pomme de discorde dans "l'offensive de paix" au cours de laquelle les super-puissances atomiques (U.S.A. et U.R.S.S.) d'un côté, la Chine de Mao et la France gaulliste de l'autre, se disputent les faveurs de l' "opinion publique" mondiale.

Nous avons vu que les réactions officielles à la dernière expérience chinoise tournent toutes autour d'interprétations diverses de ce fameux traité. Il fut signé à Moscou au cours de l'été 1963 et sanctionna "l'interdiction des explosions nucléaires *dans l'atmosphère*". La propagande pacifiste russo-américaine reposant essentiellement sur ce traité, quelques observations sont nécessaires.

En premier lieu, le traité fut signé, entre autres, par l'Espagne franquiste et le gouvernement fantoche pro-américain de Tchang Kaï-chek, tandis que la Chine et la France restaient à l'écart. Les promoteurs du traité furent l'Angleterre, la Russie et les Etats-Unis, c'est-à-dire *les vainqueurs de la seconde guerre mondiale*. Les divisions et les alliances entre Etats engendrées par le traité de Moscou suffisent donc à réfuter l'anti-fascisme au nom duquel fut menée la seconde guerre impérialiste. Elles sont en outre une confirmation historique, réelle et actuelle de la théorie marxiste des causes qui engendrent les guerres dans la société capitaliste.

Quelle était l'essence de l'anti-fascisme ? Même l'homme de la rue le sait, puisque depuis 1945 l'antifascisme est devenu *idéologie d'Etat*. Dans l'interprétation démocratique et antifasciste, la guerre n'est plus la manifestation suprême du heurt entre les classes, engendré par des causes économiques. Elle est le résultat du heurt des "idées", des "civilisations". D'un côté la civilisation, de l'autre la barbarie. D'un côté la liberté, de l'autre le totalitarisme. L'antifascisme se réduit donc à un duel du Bien et du Mal, et si l'on devait trouver une expression philosophique à cette idéologie aberrante, c'est à la forme de pensée la plus infantile qu'il faudrait recourir, au manichéisme.

Pour les idéologues de l'antifascisme, la seconde guerre mondiale ne fut pas une lutte pour la répartition des marchés, une conséquence nécessaire de la crise économique du capitalisme international : ce fut au contraire une croisade conduite par les puissances anglo-américaine et l'U.R.S.S. pour la liberté et la démocratie, pour sauver le monde de la barbarie fasciste. Le principe du Mal une fois détruit, la paix, la liberté et la démocratie auraient enfin pu resplendir souverainement.

Et c'est nous, marxistes révolutionnaires, qu'on accuse de manichéisme, de millénarisme, de dogmatisme et de tous les "ismes" fabriqués par une culture asservie au capital ! En fait, nous ne nous limitons pas, aujourd'hui, à mettre en évidence les contradictions grossières de l'antifascisme. Cette idéologie est morte à jamais et ce n'est pas pour rien que dans toutes les universités bourgeoises, les intellectuels discutent de la "crise des idéologies". Nous pouvons montrer au prolétariat les signes avant-coureurs d'une nouvelle crise du capitalisme mondial, d'une nouvelle crise révolutionnaire au cours de laquelle le "spectre du communisme" réapparaîtra sur la scène historique.

Le traité de Moscou a été un épisode et une manifestation de cette crise. Il a montré le mensonge et l'inconsistance de l'idéologie antifasciste. Deux "bandits fascistes", Franco et Tchang Kaï-chek, se retrouvèrent dans le "camp de la paix", aux côtés de l'U.R.S.S., tandis que le "chef" de la résistance française, de Gaulle, se retrouvait dans le "camp de la guerre", aux côtés de Mao. Les vainqueurs de la seconde guerre mondiale, russes et anglo-américains, s'asseyaient une nouvelle fois autour du tapis vert de la diplomatie secrète pour redistribuer, après les conférences "historiques" de Yalta et de Potsdam, les zones d'influence.

La cérémonie solennelle se déroula le 5 août 1963. Dans la fastueuse salle Sainte Catherine où trônaient autrefois les tsarines, Khrouchtchev, Lord Home, Rusk, Thant, le présidium du P.C.U.S. et le gouvernement russe se réunirent pour proclamer à la face du monde leur toute-puissance militaire et leur ardent désir de "sauver la paix". Un pape et un patriarche, Paul VI et Alexis, appelèrent la bénédiction divine sur les grands de ce monde et dès que le traité fut signé, Home, serviteur de l'impérialisme le plus rapace de l'histoire, déclara que "la guerre était une chose dépassée".

Aujourd'hui, trois ans plus tard, les représentants des trois super-puissances atomiques mondiales voudraient utiliser l'expérience nucléaire chinoise pour détourner sur la Chine et sur les "fauteurs de guerre" en général, la responsabilité de ce qu'ils appellent "l'aggravation de la tension internationale". La Chine de son côté, ne peut se soustraire à cette manœuvre de propagande, car elle n'est jamais sortie de la diplomatie secrète impérialiste.

LA POSITION DE LA CHINE

Le traité de Moscou sanctionnait "l'interdiction des explosions nucléaires dans l'atmosphère". *Dans l'atmosphère.* C'est un petit détail, mais fort important. Il ruine à lui seul cette stupide propagande selon laquelle MM. Rusk, Home et Khrouchtchev, ne se seraient réunis à Moscou que poussés par leur désir de paix et préoccupés des effets dangereux des résidus radioactifs des expériences atomiques. Tout le monde sait qu'en fait les U.S.A., l'U.R.S.S. et l'Angleterre ont procédé depuis 1945 à plusieurs centaines d'explosions atomiques et thermonucléaires, souillant ainsi, sans que la science puisse en prévoir les conséquences, l'atmosphère, la flore et la faune de la planète Terre. Les marxistes ont expulsé la morale et donc également la "responsabilité", du domaine de l'histoire humaine, comme Galilée expulsa la haine et l'amour des sphères célestes. Mais il est certain que si l'on veut parler de responsabilité — et on en parle quotidiennement dans les journaux, à la radio, à la télévision — à propos de la souillure de l'atmosphère, c'est sur les trois promoteurs de l'accord de Moscou qu'elle doit retomber.

Pourquoi les explosions dans l'atmosphère furent-elles interdites par le traité de Moscou ? La réponse est fort simple. Les U.S.A. et l'U.R.S.S. ont tellement développé, depuis 1945, la technique de fabrication des armes atomiques (et constitué des stocks gigantesques de bombes atomiques et à hydrogène), *qu'ils n'ont plus besoin d'effectuer des explosions thermonucléaires dans l'atmosphère. Les expériences atomiques souterraines,* qui exigent un grand développement technique, *sont plus que suffisantes pour conserver à Moscou et Washington le monopole nucléaire.*

Tout cela a déjà l'évidence d'une lapalissade, mais nous croyons utile d'en fournir une autre preuve : l'énorme battage propagandiste anglo-russo-américain nous y oblige. Voici donc un autre petit fait. Le 11 septembre 1963, Kennedy, le président de la "Paix Universelle", le pape de la "nouvelle frontière", envoya un message aux chefs des groupes démocrate et républicain du Sénat pour les inviter à approuver le traité de Moscou "dans l'intérêt du pays et de l'humanité". Voici quelques passages de ce "pacifique" message : 1) "Les explosions nucléaires souterraines, autorisées par le traité, seront poursuivies intensément et avec diligence, tandis que le personnel, les fonds et les infrastructures nécessaires seront mis en place". 2) "Les Etats-Unis se tiendront prêts à reprendre les expériences interdites par le traité et adopteront toutes les mesures nécessaires à la sécurité nationale pour le cas où le traité serait abrogé ou certaines de ses normes violées". 3) "Le gouvernement des Etats-Unis maintiendra en fonction les laboratoires pour les armes nucléaires dans le cadre d'un programme de vigoureux développement de ces armes". 4) "Le traité ne limite en aucune manière le pouvoir du Commandant en chef de recourir à l'emploi des armes nucléaires pour la défense des Etats-Unis et de leurs alliés".

On voit que si le langage de Kennedy était passablement fumeux lorsqu'il traitait des idéaux de la "nouvelle frontière", il était par contre parfaitement clair lorsqu'il s'agissait de s'occuper de vulgaires bombes à hydrogène. Ce message du Président de la Paix fut diffusé le 11 septembre 1963, et de même que le tonnerre éclatait sur un froncement de sourcil de Jupiter, il fut suivi, le 13 septembre, de deux explosions souterraines dans le désert du Nevada (les 95e et 96e explosions de la série entreprise par les U.S.A. depuis 1961). Dès 1961 les U.S.A. et l'U.R.S.S. étaient parvenus à une maîtrise technique leur permettant

de se passer des expériences dans l'atmosphère ; les expériences souterraines leur suffisaient pour renforcer leur monopole de l'arme nucléaire et depuis lors, elles ont été poursuivies, aux U.S.A. comme en U.R.S.S., avec une plus grande intensité. L'accord de Moscou apparaît donc comme un pur chef-d'œuvre de la diplomatie secrète impérialiste, comme une gigantesque mystification.

On dira que tout cela n'est qu'une servile répétition de la propagande de Pékin. En réalité, les Chinois ne dénoncent qu'une partie de ce que nous dénonçons dans l'accord de Moscou, et ils ne sont pas les seuls : le gouvernement gaulliste et l'aile droite de la démocratie chrétienne allemande disent la même chose, mais cela ne suffit pas à définir la position des marxistes sur la question de l'impérialisme et de la guerre.

L'IMPASSE DES CHINOIS

Ilya Erhenbourg, prostitué patenté de l'*Intelligentsia* russe, définissait ainsi, dans la *Pravda* du 6 septembre 1963, les positions de Pékin : "Les dirigeants chinois mettent leurs espoirs dans une guerre nucléaire... Ils veulent rester les spectateurs d'une catastrophe nucléaire à laquelle ils survivraient en vainqueurs".

Il n'est pas nécessaire d'être payé par la Chine de Mao pour affirmer qu'il s'agit là d'un mensonge colossal. Les Chinois ont exprimé clairement, dès 1960, leur position à l'égard d'une éventuelle troisième guerre mondiale et des caractéristiques qu'elle pourrait prendre. Liou Chiang-sheng, alors vice-président de la F.S.M. et des Syndicats chinois déclarait, le 13 juin 1960, au Conseil Général de la F.S.M. ("Sur la question de la guerre et de la paix", in *Peking Review*, 1960, n° 21) : "Nous sommes d'avis qu'il faut tout faire pour arriver à un accord sur le désarmement nucléaire et pour prévenir l'éclatement d'une guerre mondiale nucléaire" ; et il ajoutait : "Même en admettant que les impérialistes n'aient pas intérêt à déclencher une guerre nucléaire sur une vaste échelle, il reste qu'ils peuvent toujours en entreprendre une avec ce qu'on appelle les armes conventionnelles". On retrouve la même position dans d'innombrables textes, et en particulier dans l'article "Prolétaires du monde entier unissez-vous contre l'ennemi commun", paru dans le *Renmin Ribao* du 15 décembre 1962. Après avoir rappelé que "la Chine fut le pays qui prit l'initiative des cinq principes de la coexistence pacifique", cet article affirme : "En ce qui concerne la manière d'affronter les armes nucléaires, les communistes chinois ont toujours invoqué l'interdiction totale de toutes les armes nucléaires qui sont hautement destructives". Enfin, le communiqué de l'agence Chine Nouvelle, déjà cité, du 9 mai 1966, dit que "l'objectif final est l'élimination des armes atomiques".

On ne peut donc refuser une certaine cohérence aux positions de Pékin, au moins à partir de 1960, date de l'ouverture du conflit ouvert avec la Russie. En substance, Pékin affirme : l'épouvantail d'une guerre atomique n'est qu'un mensonge intéressé répandu par les Russes et les Américains pour défendre leur monopole de l'arme atomique ; les armes nucléaires seront interdites, comme ce fut le cas pour les gaz durant et après la première guerre mondiale ; pour ces raisons, l'armement nucléaire de la Chine est un pas en avant vers l'interdiction totale des armes atomiques. On peut dire en conclusion que si la position de Pékin est moins hypocrite que celle des anglo-russo-américains, il n'est nul besoin d'être marxiste pour la prendre : n'est-ce pas la position même de de Gaulle ? Le fait que ses amis aient appelé Engels "le général" ne suffit pas à prouver que le général de Gaulle soit un... communiste !

Ce n'est pas tout. Les expériences atomiques chinoises démontrent que la voie empruntée par les Chinois depuis 1949 est sans issue ou, plus exactement, n'a qu'une seule issue : l'insertion de la Chine dans des alliances inter-impérialistes qui déboucheront inévitablement dans une troisième guerre impérialiste

si le prolétariat mondial n'intervient pas. Elles démontrent que les discours lyriques des maoïstes sur la révolution mondiale qui devrait partir des colonies, du Tiers Monde, de la campagne, des arrières de l'impérialisme, ne sont rien d'autre que des phrases démagogiques. Pékin qui se vante de stimuler la guérilla des jaunes et des noirs, n'a, en réalité, aucune confiance en elle. Pourquoi ? Parce que le gouvernement chinois est un gouvernement national dont le but est la grandeur et la puissance de l'Etat chinois, et que la grandeur et la puissance d'un Etat se défendent par des alliances et des guerres entre Etats. La guérilla peut représenter pour Pékin un moyen de défense auxiliaire, rien de plus. A la Conférence de Genève de 1954, l'Etat chinois a déjà vendu la peau des guerilleros paysans au plus offrant et nul doute qu'il ne soit plus que jamais disposé à faire de même aujourd'hui et demain. Tout en utilisant la guérilla vietnamienne à ses propres fins, en concurrence avec Moscou, la Chine se prépare à la guerre impérialiste en faisant exploser sa première bombe thermonucléaire ; elle se prépare à la guerre impérialiste, *qui ne sera pas atomique*, en recherchant l'alliance du Japon, de la France gaulliste et de l'Allemagne occidentale ; en tentant de dresser la Roumanie contre l'U.R.S.S. et de miner le pacte de Varsovie, tout comme le fait de Gaulle pour l'O.T.A.N. La voie de l'Etat chinois est toute tracée : l'accord avec l'U.R.S.S. ayant fait défaut, il est contraint de chercher d'autres Etats impérialistes à qui vendre la peau des paysans chinois. Et pour mener sa tâche à bien, Pékin doit essayer en même temps de bouleverser le réseau des alliances inter-impérialistes, de faire éclater le *statu quo*. Telle est la signification de l'explosion du 9 mai dans le désert du Sinkiang.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE PEUT SEULE ARRETER LA GUERRE IMPERIALISTE

La guérilla à laquelle les Chinois font hypocritement appel à seule fin de la trahir ne peut détruire l'impérialisme, l'impérialisme américain en particulier. L'ironie de l'histoire a voulu que la guérilla soit redécouverte à l'époque moderne précisément par... les Américains. Dans son *Antidühring*, Engels écrit : "Ces lignes peu maniables se heurtèrent dans la guerre d'indépendance américaine à des bandes de rebelles qui, certes, ne savaient pas faire l'exercice, mais n'en tiraient que mieux avec leurs carabines rayées ; ils combattaient pour leurs intérêts à eux, donc ne désertaient pas comme les troupes mercenaires et ils n'avaient pas l'obligeance d'affronter les Anglais en se disposant comme eux en ligne et en terrain découvert, mais se présentaient en groupes de tirailleurs dispersés et rapidement mobiles, sous le couvert des forêts. La ligne était impuissante ici et succombait aux adversaires invisibles et insaisissables. On redécouvrait la position en tirailleurs : méthode de combat nouvelle due à un matériel humain modifié" (Editions Sociales, p. 201).

Dans les pages suivantes, Engels parle de "la cambrure de la crosse du fusil qui jusque-là était une prolongation du canon en droite ligne ; introduit en France en 1777, cet emprunt au fusil de chasse permettait de viser un adversaire pris à part avec des chances de l'atteindre. Sans ce progrès, on n'aurait pas pu opérer en tirailleurs avec l'arme ancienne" (p. 202). Théoricien de l'art militaire Engels établit donc deux thèses : 1) La guérilla est une tactique militaire caractéristique d'une révolution bourgeoise (la guerre d'indépendance américaine) ; 2) La guérilla présuppose, en plus du changement de matériel humain, un progrès particulier, spécifique, de la technique militaire, déterminé en dernière analyse par les conditions économiques existantes.

Toujours dans l'*Anti-Dühring*, Engels écrit : "La guerre franco-prussienne a marqué un tournant d'une tout autre signification que les tournants précédents. D'abord, les armes sont si perfectionnées qu'un nouveau progrès capable d'avoir quelque influence bouleversante n'est plus possible. Lorsqu'on a des canons avec lesquels on peut toucher un bataillon du plus loin que l'œil le distingue, ainsi que des fusils qui en font autant en prenant l'homme isolé pour ci-

ble et avec lesquels l'armement prend moins de temps que la visée, tous les autres progrès sont plus ou moins indifférents pour la guerre en rase campagne. Pour l'essentiel, l'ère du développement est donc close de ce côté. Mais en second lieu, cette guerre a contraint tous les grands Etats continentaux à introduire chez eux en le renforçant le système de l'armée de réserve (Landwehr) prussienne et, ce faisant, une charge militaire qui les mènera forcément à leur ruine en peu d'années. L'armée est devenue le but principal de l'Etat, elle est devenue un but en soi ; les peuples ne sont plus là que pour fournir des soldats et les nourrir. Le militarisme domine et dévore l'Europe. Mais ce militarisme porte aussi en lui le germe de sa propre ruine. La concurrence des divers Etats entre eux les oblige d'une part à dépenser chaque année plus d'argent pour l'armée, la flotte, les canons, etc..., donc à accélérer de plus en plus l'effondrement financier, d'autre part, à prendre de plus en plus au sérieux le service militaire obligatoire et, en fin de compte, à familiariser le peuple tout entier avec le maniement des armes, donc à le rendre capable de faire à un moment donné triompher sa volonté en face de la majesté du commandement militaire. Et ce moment vient dès que la masse du peuple, — ouvriers de la ville et des champs et paysans, — a une volonté. A ce point, l'armée dynastique se convertit en armée populaire ; la machine refuse le service, le militarisme périt de la dialectique de son propre développement... Et cela signifie l'éclatement *par l'intérieur* du militarisme et avec lui, de toutes les armées permanentes" (p. 203). Dans les pages suivantes, Engels reprend les mêmes idées et fait allusion à "ces lois internes du mouvement, ces lois dialectiques selon lesquelles le militarisme, comme tout autre phénomène historique, périt des conséquences de son propre développement" (p. 206).

Ces citations d'Engels sont parfaitement claires. Depuis la fin du siècle dernier, avec le développement du militarisme et de l'impérialisme, les marxistes nient qu'un nouveau progrès capable d'avoir quelque influence bouleversante soit possible dans le domaine de la technique militaire. Aucune des modifications techniques qui se sont succédé dans ce domaine (aviation, sous-marins, missiles, bombe atomique) n'a changé quoi que ce soit aux termes du problème posé par Engels en 1878 et elles ne justifient pas la "redécouverte" de la guérilla que les Chinois prétendent faire au moment même où ils la sabotent, se démentant eux-mêmes par leurs expériences nucléaires.

A l'époque de l'avion supersonique et des porte-avions, la guérilla est mille fois plus impuissante qu'à l'époque des premiers cuirassés. L'impérialisme ne pourra être détruit que de l'intérieur, voilà l'enseignement fondamental d'Engels. La machine de l'impérialisme doit se refuser à fonctionner, les prolétaires en uniforme doivent pratiquer la fraternisation, le défaitisme, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. C'est seulement ainsi que la troisième guerre impérialiste pourra être arrêtée, que l'on pourra mettte un terme definitif aux guerres impérialistes.

Les folles dépenses militaires amorcées à la fin du siècle dernier par l'impérialisme naissant constituent une tumeur maligne qui dévore toujours plus non seulement l'Europe, mais le monde entier. Pour que puisse éclater une troisième guerre mondiale non pas atomique, mais "conventionnelle", il faudra que l'Inde, la Chine, le Japon, la France, l'Allemagne, la R.A.U. et d'autres pays dépensent à leur tour les deux tiers de leur revenu national déjà misérable pour accéder au club nucléaire. Après quoi, les armes atomiques seront évidemment mises de côté (mais quelques "erreurs", un emploi tactique limité et "propre" sont prévisibles) et une guerre impérialiste conduite avec des armes non nucléaires pourra se déclencher. Telle est la science "marxiste" de Mao et de De Gaulle, répandue dans le monde par le champignon atomique qui s'est élevé au-dessus du désert du Sinkiang.

L'Inde, qui en 1956 comptait 5,3 millions de chômeurs dans l'industrie (sans parler de la sous-occupation paysanne) et qui en compte 12 millions en 1966, l'Inde dont le taux d'accroissement démographique annuel est de 3 % et qui

atteindra 500 millions d'habitants en 1968, a inscrit 7.691 millions de roupies à son budget pour les dépenses militaires en 1965 et 7.977 millions en 1966, c'est-à-dire à peu près un tiers des dépenses totales du budget (24.074 millions de roupies ; une roupie équivaut à peu près à un franc au change officiel), et elle a augmenté en 1966 ses prévisions budgétaires pour la recherche nucléaire dans le but déclaré de parvenir à la fabrication de l'arme atomique. En Indonésie, le général Suharto qui détient le pouvoir de fait, a commenté en ces termes l'expérience chinoise : « Nous en fabriquerons une, nous aussi : nous ne voulons rester en arrière d'aucun pays dans ce domaine ».

Non seulement la guerre impérialiste est inévitable dans les conditions actuelle, mais elle est directement préparée par tous les Etats, désormais. Dans une interview aux *Izvestia*, à la fin de 1961, Kennedy énumérait les conditions d'une *paix de vingt ans*. Dans un article de la revue *Mirovaya Ekonomika* (n° 4, avril 1963), I. Lemin établissait les modalités qui permettraient « d'assurer la paix pour les prochaines quinze ou vingt années ». L'accord de Moscou est une des conditions qui assurent *la paix pour vingt ans*. L'explosion thermonucléaire chinoise du 9 mai en est une autre. Moscou et Pékin, Paris et Washington se valent. Vingt ans à partir de 1961 conduisent à 1981, à 1983 à partir de 1963. Deux années de plus ou de moins, peu importe. *La paix est assurée pour vingt ans.*

Mais nous, marxistes révolutionnaires, nous attendons tout autre chose que les puissants de ce monde au cours de ces vingt années : *la crise universelle*, une crise pire que celle de 1929, une crise qui projettera l'avant-garde du prolétariat dans la lutte contre le capitalisme sous le drapeau du Parti communiste international. Notre première tâche, au cours de ces vingt années, est donc de former le parti, d'organiser le parti, de renforcer le parti, le parti international de la classe ouvrière qui déchaînera la lutte pour arrêter la guerre impérialiste, c'est-à-dire pour la transformer en guerre civile, lorsque la paix de Moscou et de Washington, de Paris et de Pékin, des Papes et des Patriarches sera parvenue à son issue inévitable.

Questions de l'impérialisme

Au printemps 1916, il y a donc aujourd'hui cinquante ans, Lénine écrivait à Zurich l'une de ses œuvres les plus falsifiées et qui ne devait paraître à Pétrograd qu'avec la victoire de la révolution : « **L'impérialisme, stade suprême du capitalisme** ». Point n'était besoin alors de s'étendre longuement sur la faillite du pacifisme bourgeois, ni de montrer le caractère inévitable des crises et des guerres à l'époque impérialiste. Les faits s'en étaient chargés. La première guerre mondiale avait mis à l'ordre du jour non la sotte alternative pacifiste de Wilson et de Kautsky, mais la lutte directe du prolétariat contre la domination du Capital. Peu de prolétaires voyaient alors dans le massacre impérialiste la guerre du « bon droit » contre « l'injustice », de la « civilisation » contre la « barbarie », de la « démocratie » contre le « fascisme ». Les médiocres souffleurs qui aujourd'hui se pavanent effrontément sur la scène de l'Histoire avaient dû laisser la place à ses véritables acteurs.

Pourtant Lénine ne s'en tint pas à cette constatation. Derrière la condamnation générale de « l'impérialisme » et des « horreurs de la guerre », il décelait déjà des symptômes de ce pacifisme « anti-impérialiste » dont Moscou a fait depuis l'un des meilleurs soutiens de l'ordre établi. Derrière les offres américaines de « paix démocratique », il dénonçait les formes les plus caractérisées de partage et de repartage impérialiste du monde. L'année 1916, écrivait-il, a marqué « **un tournant de la guerre impérialiste à la paix impérialiste** ». Il fallait donc montrer que l'impérialisme est incapable de se réformer pour exaucer les vœux des pacifistes et des démocrates bourgeois. Il fallait opposer à leur critique sentimentale et à leur condamnation morale des aspects les plus réactionnaires de la domination du Capital, la compréhension matérialiste et marxiste de l'impérialisme « comme stade suprême du capitalisme ».

A cinquante ans de distance, alors que l'idéologie démocratique prêchée par Wilson et Kautsky est devenue le plus solide rempart de la conservation sociale, alors que le prolétariat mondial a été battu et convaincu qu'il pouvait attendre son émancipation du simple développement « harmonieux » et « pacifique » de la production capitaliste, le livre de Lénine non seulement n'a pas « vieilli », mais par bien des côtés pourra paraître « prophétique ». La tâche collective de notre parti, en commémorant cette œuvre de bataille, sera de faire le bilan d'un demi-siècle de domination impérialiste et de vaines contestations démocratiques et pacifistes, pour préparer les assauts à venir du prolétariat international.

1) Physionomie politique et sociale du pacifisme anti-impérialiste.

Comme l'on sait, le terme d' « impérialisme » pour caractériser les tendances modernes du développement capitaliste est apparu dès la fin du siècle dernier dans les écrits des économistes libéraux et des politiciens sociaux-démocrates anglais. Avec Lénine, ce terme est entré de plein droit dans la littérature marxiste. Mais il y a pris un autre contenu. Le bourgeois libéral parlait de l'impérialisme capitaliste, comme de l'impérialisme romain ou macédonien. Il assimilait les formes de domination politique propres au capitalisme de monopole et les formes passagères du « césarisme » qui lui laissaient espérer un retour de l'âge d'or libéral. Il confondait de même la notion d'impérialisme et celle de « politique impériale », de lutte pour la fondation et le maintien d'un Empire colonial. Quel est « l'anti-impérialiste » d'aujourd'hui qui ne saurait reconnaître là tout son bagage idéologique ?

En adoptant le terme d' « impérialisme », Lénine lui a donné un contenu économique et social sur lequel nous aurons à revenir. D'où le titre à premier abord surprenant de son livre. L'impérialisme capitaliste n'est autre chose que le « stade suprême » d'un mode de production déterminé qui n'a plus à attendre que sa mort. Cette conception plaçait la lutte contre l'impérialisme sur le terrain de classe et coupait court aux critiques pieuses et aux recettes politiques de « l'anti-impérialisme » bourgeois. Ainsi, en dégageant les traits caractéristiques de l'impérialisme, Lénine attaquait « l'anti-impérialisme » aujourd'hui triomphant dont tout, jusqu'à son nom, est resté étranger au marxisme révolutionnaire.

UN « CAS DE CONSCIENCE » DE LA DEMOCRATIE AMERICAINE

Il n'était pas besoin d'être « prophète » pour comprendre, avec Lénine, que l'impérialisme américain serait le grand vainqueur de la première guerre mondiale, ni pour prévoir un nouveau conflit qui l'opposerait au Japon pour la conquête du Pacifique. La seconde guerre mondiale, avec l'aide de l'U.R.S.S., a permis à la puissante machine productive américaine de s'imposer non seulement à l'Europe et à l'Amérique du Sud, mais encore à l'Asie et à l'Afrique. Peu à peu les slogans « démocratiques » et « pacifistes » de Wilson, la politique de « porte ouverte » en Chine, les rêves d' « internationalisation des colonies », ont cédé la place au pillage, à l'**intervention économique, politique, militaire enfin, dans le plus vieux style colonialiste.** La statue de la Liberté est devenue symbole d'esclavage. Les manifestations les plus cyniques de cette domination impérialiste se sont faites toujours plus nettes et plus nombreuses, détruisant à jamais le mythe de la « Grande Démocratie » américaine.

La guerre du Vietnam, en particulier, a réveillé aux U.S.A. le pacifisme de ceux que Lénine appelait déjà en 1916 les « **derniers Mohicans de la démocratie bourgeoise** ». Journalistes et professeurs libéraux, quakers et militants communistes se sont mis à lutter pour la « paix au Vietnam » en défendant la bonne conscience de l'Amérique. Comme à l'époque des grandes guerres coloniales européennes, il se répand là-bas toute une littérature philistine sur les « horreurs » de la guérilla, le « coût » de l'expédition, les actes « inavouables » des « forces spéciales » : image d'une Amérique que l'Américain moyen n'avait jamais voulu regarder en face. En effet, si la révolte des Noirs pouvait être présentée comme une simple anomalie politique de la démocratie américaine ; si les blousons noirs US pouvaient apparaître comme de simples « rebells without a cause » ; c'est pour une « cause » bien définie que les « bérets verts » massacrent et pillent au Vietnam.

Pourtant il est dur d'avouer que la « Grande Société » du Président Johnson devait inévitablement conduire les soldats yankees dans la jungle indochinoise, dans la barbarie du combat au couteau ou du bombardement au napalm. Il est dur de constater, comme le fait Gus Hall, secrétaire du P.C., que la « démocratie » américaine se transforme toujours plus en une « variante américaine du fascisme ». Aussi l'objet principal du pacifisme anti-impérialiste est-il de soutenir que cette guerre de rapine n'est pas inévitable, que l'Amérique ne défend pas au Vietnam les « intérêts supérieurs de sa civilisation », qu'il existe d'autres moyens pour les faire prévaloir à la satisfaction de tous les « peuples » et avec l'approbation de la « conscience universelle ». A cinquante ans de distance, le pacifisme anti-impérialiste dont Lénine dénonçait déjà le caractère de **pure protestation morale contre les « horreurs » de l'impérialisme** est tombé au niveau de ces sermons du dimanche par lesquels l'Eglise appelle à la résignation et au pardon des offenses.

Un autre trait distinctif du pacifisme anti-impérialiste est de se présenter comme **un « mouvement d'opinions » par-dessus les différences et les intérêts de classes.** Depuis un an les manifestations américaines pour la « paix au Vietnam » ont réuni pêle-mêle chrétiens de « gauche », étudiants "progressistes", membres de toutes sortes de ligues pittoresques comme le "Comité national de lutte pour une politique nucléaire raisonnable", etc. Et le P.C. américain a vu dans cette « union » le plus sûr garant d'une « voie américaine vers le socialisme », dans la tradition de Lincoln, Wilson et Roosevelt. Mais dans son « Programme », publié récemment, Gus Hall a simplement « oublié » le rôle du prolétariat américain non seulement dans les luttes anticoloniales mais même dans le « combat pour le socialisme ». C'est que le prolétariat ne saurait entrer dans cette « opinion publique » pacifiste dont l'éventail politique et social se déploie souvent jusqu'à des extrêmes bien imprévus.

En effet, avec l'aggravation de la guerre au Vietnam, le pacifisme anti-impérialiste a fait de nouvelles recrues. Il n'est plus le fait des seuls **pacifistes professionnels** (hommes de « gauche », quakers et autres « pro-

gressistes » ; des **politiciens de profession** aussi sont devenus pacifistes, comme les sénateurs Fulbright et Mansfield : « Aux indignations juvéniles, écrivait le « Monde Diplomatique » de mars 1966, ont succédé les verdicts des « sages », d'hommes qu'il n'est plus possible de discréditer en les renvoyant à leurs études. Car ces nouveaux protestataires qui parlent un langage nouveau sont de vieux politiciens rompus aux compromis, que l'on ne peut guère soupçonner d'inexpérience ».

Ces « vieux politiciens rompus aux compromis » et qui seront peut-être demain les artisans d'une nouvelle conférence de Genève qui étranglera « pacifiquement » le peuple vietnamien, ont les honneurs de la « Pravda » qui les cite et les commente comme de "bons" Américains opposés aux "méchants" réactionnaires du Pentagone. Parmi ces pacifistes notoires, l'ancien ambassadeur à Moscou, père de la doctrine de "l'endiguement" du communisme russe, George Kennan. Celui-ci au moins ne mâche pas ses mots ! S'il trouve lui aussi "absurde" la guerre du Vietnam, voici pourquoi : « Si vous observez le monde, explique-t-il, et si vous vous demandez quelle puissance militaire et industrielle est capable d'engendrer une force armée susceptible de devenir dangereuse pour nous, vous ne trouverez que cinq pays : le nôtre (sic !), la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Union soviétique et le Japon... Un seul est aux mains des communistes, l'U.R.S.S. Pour moi, le grand problème de l'endiguement consiste à éviter, si nous le pouvons, le passage d'un des quatre Etats restants sous le contrôle des communistes et c'est pourquoi j'attache une bien plus grande importance à long terme à l'Allemagne ou au Japon que je ne le ferai pour le Vietnam du Sud » ("Le Monde Diplomatique" mars 1966).

Comme tous les pacifistes, l'ambassadeur Kennan ignore que toutes les guerres, même les plus "absurdes", sont inévitables. Comme tous les "anti-impérialistes" américains, il se refuse à voir que les U.S.A. défendent au Vietnam les intérêts vitaux de leur domination impérialiste. Mais une chose est sûre : voilà un pacifisme qui dit son nom ! Paix au Vietnam ! Mais pour mieux préparer la prochaine guerre mondiale !

PERLES DE "L'ANTI-IMPERIALISME" RUSSE

On comprend que les pacifistes américains se refusent à admettre que les expéditions coloniales sont une conséquence inévitable de tout le développement du capitalisme yankee. Poser le problème en ces termes, ce serait passer des vœux pieux de la démocratie américaine à la lutte de classe du prolétariat ; ce serait renvoyer les quakers à leurs pratiques religieuses, les professeurs "progressistes" à leurs chères études, et appeler le prolétariat américain à une lutte politique de classe contre ses exploiteurs. Il serait également vain de chercher ce langage dans la presse russe. Celle-ci s'est contentée de faire chorus avec les pacifistes américains, de défendre avec eux la "bonne conscience" de l'Amérique. Pas un mot à l'adresse du prolétariat, pas un appel à sa solidarité de classe avec les opprimés. Mais on se réclame aussi de la "conscience universelle", du "droit international" cyniquement bafoué : cet anti-impérialisme bourgeois que Staline a

voulu faire passer pour le dernier cri du socialisme dit aujourd'hui son dernier mot :

« Qui les soutient, écrit la « Pravda » du 6-2-66, en s'en prenant aux "vautours" de la Maison Blanche, sinon des marionnettes et quelques politiciens de Londres et de Bonn, installés sur les strapontins du Pentagone ? Qui les condamne ? Les peuples du monde entier. Aux U.S.A. aussi le mécontentement grandit à l'égard du cours aventureux des dirigeants de Washington. Le sénateur Gore vient de faire savoir que les dépenses militaires et économiques des U.S.A. au Sud-Vietnam coûteront cette année aux contribuables américains la somme colossale de 18,5 milliards de dollars. Cela fera réfléchir beaucoup de monde ! »

Voilà la manière classique de "l'anti-impérialisme" russe : on invoque la réprobation morale des "peuples" et pour toute "agitation" l'on s'en tient à faire réfléchir le contribuable américain sur le "bon" et le "mauvais" usage de son argent. Comme s'il pouvait y avoir un "bon" usage du capital dont quelque politicien humanitaire aurait seul le secret ! Comme Lénine l'a souvent répété, le but du pacifisme anti-impérialiste est de faire croire que sur la base des même rapports de production bourgeois et avec le maintien de la même domination du capital financier, une autre politique serait possible, une politique de "paix", de "progrès social" et de développement harmonieux de l'humanité. Voici ce qu'en disait Lénine : « Les critiques petits bourgeois du capitalisme servent à tout propos cet "argument". Mais alors le capitalisme ne serait pas le capitalisme, car l'inégalité de son développement et la sous-alimentation des masses sont les conditions et les prémisses essentielles, inévitables, de ce mode de production. Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, — car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes — mais à augmenter ces profits par l'exportation des capitaux à l'étranger, dans les pays arriérés » ("L'impérialisme, stade suprême du capitalisme").

Plutôt que d'avouer le caractère inévitable de ces tendances du capitalisme moderne, le pacifisme anti-impérialiste s'arrête aux aspects secondaires de leur réalisation. Dans un autre article de la « Pravda » (30-1-66), intitulé "Mc Namara se vante en vain", l'éditorialiste rappelait qu'en 5 ans de direction au Pentagone, Mc Namara a porté le budget annuel de la défense de 40 à plus de 50 milliards de dollars ; et nous lisons là-dessus cette étonnante "critique" : « Ceux qui font la chasse aux commandes du Pentagone n'ont certes pas besoin d'être convaincus des avantages de la courses aux armements. Mais comment réfuter ce fait que les dépenses pour "les besoins de la sécurité" ne sont pas entraînées par les intérêts véritables de la défense nationale, mais les plans agressifs des milieux impérialistes U.S. ? ».

L'anti-impérialisme pacifiste atteint ici le comble du ridicule. Dans le budget militaire des U.S.A. il y aurait donc aussi une "bonne" et une "mauvaise" part. La "bonne part" serait celle destinée à la "défense nationale" ; la "mauvaise part" devant servir au débarquement dans la baie des Co-

chons, à l'occupation de St-Domingue et à la guerre du Vietnam... Si la presse russe s'amuse de ces nuances et se complait dans la biographie des hommes politiques américains, c'est pour masquer que l'accroissement prodigieux du budget militaire est une **tendance inévitable, non pas de la politique militariste de M. Mc Namara, mais de tout le développement du capitalisme U.S.** C'est pour cacher que la "défense nationale" de l'Amérique n'a rien à voir avec la défense de ses frontières, ni même avec celle de ses bases militaires à l'étranger, mais qu'elle est avant tout **défense internationale du capital.**

« Les savants et les publicistes bourgeois, dit Lénine, défendent généralement l'impérialisme sous une forme voilée ; ils en dissimulent l'entière domination, les racines profondes ; ils s'efforcent de faire ressortir au premier plan, des particularités, des détails secondaires, s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel par de futiles projets de "réformes", tels que la surveillance policière des trusts et des banques, etc. Plus rares sont les impérialistes avoués, cyniques, qui ont la hardiesse de reconnaître ce qu'il y a d'absurde dans l'idée d'une réforme des traits essentiels de l'impérialisme » ("L'impérialisme...").

Reprenons donc les traits principaux de ce pacifisme anti-impérialiste qui va des aveux cyniques de l'ambassadeur Kennan aux formes à peine voilées des apologistes russes du capital. De l'idéologie bourgeoise dominante, le pacifisme anti-impérialiste tire son caractère utopique et abstrait d'un mouvement d'opinion au-dessus des classes, d'une protestation platonique des "hommes de bonne volonté" contre les aspects les plus révoltants de l'exploitation capitaliste. Mais en même temps ces appels à la Paix et au Droit passent entièrement à côté des raisons profondes de la guerre et de l'oppression de classe en régime bourgeois. Ils ne s'en prennent qu'à leurs manifestations secondaires et finissent dans la conciliation avec l'ordre établi. Une telle caractéristique reste cependant bien insuffisante si l'on ne considère le rôle historique joué depuis la dégénérescence de la Troisième Internationale par le pacifisme anti-impérialiste russe.

ANTI-IMPERIALISME BOURGEOIS CONTRE REVOLUTION PROLETARIENNE

En effet, le propre du pacifisme anti-impérialiste n'est pas seulement de "s indigner" devant les formes les plus réactionnaires du capitalisme moderne, ni de faire croire qu'elles sont l'exception et non la règle, l'anomalie et non la norme du système actuel. L'anti-impérialisme bourgeois atteint son but lorsqu'il réussit à **persuader le prolétariat qu'on peut combattre l'impérialisme sans abattre la domination de classe du capital ;** qu'on peut lui appliquer toute une médecine de réformes et se passer des violences chirurgicales de la révolution. Cet anti-impérialisme-là est celui de Moscou. C'est aussi celui que Lénine prenait pour cible lorsqu'il attaquait Kautsky.

Il n'est pas de mot d'ordre "anti-impérialiste" qui n'ait servi dans les

dernières décades à détourner le prolétariat mondial de ses objectifs indépendants de classe révolutionnaire. L'appel à la "défense de l'U.R.S.S." contre l'impérialisme occidental s'est résolu en une mobilisation générale des prolétaires du monde entier pour la "défense nationale" de leur bourgeoisie. L'appel à la croisade anti-impérialiste des peuples opprimés s'est assorti dès le début de l'asservissement complet du prolétariat indigène aux fronts nationaux et patriotiques de sa bourgeoisie. Mais il y a plus. A l'issue de la seconde guerre mondiale, la victoire d'un camp impérialiste sur l'autre, l'émancipation bourgeoise des peuples coloniaux ont été présentées comme la garantie suffisante de profonds "changements" économiques et sociaux dans l'ordre établi. Ainsi que l'a déclaré Souslov dans son rapport du 14 février 1964 contre "l'extrémisme chinois", la victoire de la "démocratie" sur le "fascisme" aurait créé de « **nouvelles conditions historiques** » ouvrant les perspectives d'un « passage pacifique au socialisme » :

« Premièrement, écrit-il, le système socialiste mondial est né, il se développe, se consolide et devient le **facteur décisif de l'évolution sociale.** Deuxièmement, grâce à la défaite dans la IIe guerre mondiale de l'Allemagne hitlérienne, de l'Italie fasciste et du Japon militariste, ces forces de choc de l'impérialisme, **la réaction mondiale a été affaiblie dans une mesure considérable.** Troisièmement, la classe ouvrière et tous les travailleurs des métropoles ont accentué la lutte contre la politique coloniale des impérialistes ».

Telle est donc la base "théorique" du réformisme russe ! Il lui faut invoquer les "nouveaux" rapports de forces établis par la guerre impérialiste. Il lui faut mentir sur le rôle du prolétariat métropolitain dans l'effondrement du vieux système colonial de l'Europe. Il lui faut mentir enfin sur la **nature** et sur la **force** de l'impérialisme actuel. Le pacifisme russe ment sur la nature de l'impérialisme lorsqu'il soutient que la seconde guerre mondiale a assuré le triomphe des formes "démocratiques" sur les formes "fascistes", "militaristes" de la domination du capital, laissant ainsi au "libre" jeu des facteurs économiques le soin de décider de "l'évolution sociale" ultérieure. Il ment encore sur la force réelle de l'impérialisme lorsqu'il voit dans la seule émancipation bourgeoise des peuples coloniaux le gage d'un puissant développement capitaliste qui les libérera du joug économique et financier des métropoles. Tout cela ne signifie qu'une chose : Vivent les réformes ! A bas la Révolution ! Au prolétaire d'Occident le pacifisme russe fait "espérer" l'éternisaion de son oppression de classe. Au paysan affamé de l'Inde, il ne trouve à lancer qu'un mot d'ordre: Travaille ! et tue tes vaches sacrées, si tu t'es bien libéré de ces "préjugés" indignes de notre civilisation !

Dans le langage plus "politique" de Souslov, voici ce que cela donne : « Les marxistes - léninistes estiment que pour les anciennes colonies qui en ont fini avec la domination politique de l'impérialisme (et elles représentent l'écrasante majorité), la tâche principale consiste à consolider l'indépendance acquise, à extirper les racines du colonialisme dans leur

économie, à développer à des cadences rapides l'économie nationale et à suivre la voie du progrès économique et social... Dans certains pays, ajoute même Souslov, il se crée déjà au cours du règlement de ces tâches les prémisses pour un développement dans la voie non-capitaliste, dans celle du socialisme ».

Tel est donc le tableau idyllique que nous brosse Soslov des conséquences de la seconde guerre mondiale. Il ne fait aucun doute pour lui que l'impérialisme a été affaibli par la défaite de "l'Allemagne hitlérienne", de "l'Italie fasciste" et du "Japon militariste", alors que depuis 1914 la force principale et toujours victorieuse de l'impérialisme mondial se trouve concentrée aux U.S.A. Souslov n'hésite pas plus à déclarer que l'écrasante majorité des anciennes colonies "en ont fini avec la domination politique de l'impérialisme", et il n'a pas le moindre doute sur leurs possibilités réelles de développer une "économie nationale" à des "cadences rapides".

En réalité, loin de s'être affaibli, **l'impérialisme est sorti renforcé de la seconde guerre mondiale.** Dans tous les pays, la concentration du capital a atteint des proportions inouïes. Et nos staliniens eux-mêmes découvrent autant de « variantes nationales du fascisme » qu'ils ont inventé de « voies nationales vers le socialisme ». Comme nous l'avons toujours dit, ce n'est donc pas la « démocratie », mais le « fascisme » qui a gagné cette guerre ; et la victoire lui revient, non par la force des armes, par les aléas de la politique, mais en vertu des tendances profondes et inévitables du capitalisme moderne.

De même, en l'absence de toute action révolutionnaire du prolétariat international, la faillite des empires coloniaux européens s'est résolue en un simple repartage impérialiste du monde. C'est ainsi qu'en Afrique et en Asie, derrière le paravent de « l'indépendance nationale », des « projets de développement » et de « l'assistance » financière internationale, les U.S.A. se sont emparés des positions économiques, politiques et militaires de la vieille Europe. Quelque pas qu'aient pu faire ces pays dans le sens d'un développement capitaliste qui leur était interdit sous l'ancienne domination coloniale, il est indiscutable (et attesté par tous les économistes bourgeois, par toutes les « conférences sur le commerce mondial »), que croît sans cesse le retard des pays arriérés sur une poignée d'Etats qui détiennent toute la puissance militaire, diplomatique et financière du grand Capital.

L'anti-impérialisme pacifiste vante le « progrès » bourgeois, la « liberté des peuples » et la « société des nations » sans considérer sur quoi repose la « liberté » et le « progrès » dans l'ordre social actuel. Il se satisfait des abstractions du Droit, sans s'inquiéter des rapports entre les choses. C'est ainsi que pour Souslov « l'écrasante majorité » des colonies sont devenues « indépendantes », peuvent « également » espérer « extirper les racines du colonialisme dans leur économie » et s'engager dans la « voie non-capitaliste ». Tout autres sont les résultats des mouvements de libération nationale si on les considère **non sous l'angle d'une formalisme juridique, mais du point de vue des rapports sociaux, économiques et politi-**

ques qui s'y sont instaurés. On pourrait de la sorte distinguer trois types de pays qui ont secoué le joug colonial depuis la seconde guerre mondiale.

Il y a **ceux qui ont pu asseoir leur indépendance nationale sur un puissant développement industriel,** rompant tous les liens de sujétion avec l'impérialisme mondial sans pour autant « construire le socialisme » derrière leurs frontières. Ces pays-là ont en somme plus ou moins bien réalisé les vœux de Souslov et du pacifisme anti-impérialiste. Mais nous n'en connaissons qu'un exemple : la Chine de Mao. Or c'est justement ce capitalisme jeune, bâti à la sueur du paysan chinois, que la « démocratie » internationale, russe et américaine, s'est mise à saboter avec obstination !

Le second type de pays, beaucoup plus répandu, est constitué par **ceux qui ont conquis leur indépendance politique, mais qui restent économiquement dépendants** des anciennes métropoles ou de leurs nouveaux « protecteurs ». De l'Algérie à Cuba, de l'Egypte à l'Inde, nous pouvons observer de nombreuses variantes d'indépendance politique et de dépendance économique et financière à l'égard d'un consortium de grandes puissances ou d'une seule métropole, à l'égard d'un unique bailleur de fonds, ou des fluctuations sur le marché mondial du prix d'une unique matière première.

Le dernier type, enfin, est celui des pays qui malgré des luttes héroïques n'ont pu obtenir **ni l'indépendance nationale, ni l'unification territoriale, ou qui, l'ayant obtenue, sont retombés sous le joug direct de l'impérialisme.** L'exemple du Congo ou du Vietnam n'est pas limitatif. Comment ne pas voir en effet dans l'instabilité du régime économique et social de pays comme l'Inde, dans le renforcement des rivalités impérialistes, **une menace permanente de faillite pour l'Etat national ?** Ce qui fut, entre les deux guerres, la situation dramatique de la Chine, ce qui est celle du Congo aujourd'hui, peut devenir demain celle de l'Inde. Pour détourner les masses de la lutte révolutionnaire, le pacifisme anti-impérialiste tente vainement de camoufler les forces explosives de la politique mondiale, de l'économie mondiale. Celles-ci éclatent à leur heure !

Il y a deux ans, Souslov déclarait solennellement que les masses d'Algérie, du Ghana, de l'Indonésie ne devaient pas s'armer contre des hommes comme Ben Bella, N'Krumah et Sukarno qui les conduiraient « pacifiquement » de « l'indépendance nationale » au « socialisme » : « Il est absurde de dire que la tâche d'une insurrection armée se pose aux travailleurs d'Algérie, du Ghana, du Mali et de certains autres pays. Une telle orientation signifie en réalité un appel à soutenir les réactionnaires qui cherchent à renverser ces gouvernements. Et que peut apporter, sauf un préjudice, la tentative d'appliquer cette orientation dans des pays tels que, par exemple, l'Indonésie ou Ceylan ? » (op. cit).

Tour à tour ces champions de « l'indépendance nationale » sont tombés sous les coups des « réactionnaires », après avoir eux-mêmes emprisonné et fusillé les « communistes » de toute obédience qui les soutenaient au pouvoir. Mais le principal pour Souslov n'est pas de prévoir le déroule-

ment d'une lutte de classes. C'est de détourner le prolétariat de toute lutte révolutionnaire contre sa bourgeoisie. Le principal n'est pas de montrer et dénoncer les faiblesses et les contradictions de l'émancipation bourgeoise des colonies sous les rapports d'oppression actuels, mais de réciter la fable de la « démocratie internationale » et du « libre » développement des échanges mondiaux. Tel est l'anti-impérialisme pacifiste qui finit dans sa propre mystification. Voyons maintenant ce qu'est l'impérialisme triomphant et sans voile.

2) L'impérialisme et la question coloniale.

Le "socialisme" russe a jeté son dernier masque quand il déclara, par la bouche de Khrouchtchev, que la **"compétition économique" était devenue la voie magistrale de l'histoire moderne**, la règle du jeu qui devra déterminer la succession naturelle des régimes sociaux, en écartant pour toujours le spectre des guerres et des révolutions. Staline présentait encore la politique de "coexistence pacifique" comme un simple répit permettant à l'U.R.S.S. de se renforcer avant d'engager la guerre sainte de tous les opprimés contre le capital. Mais le renforcement du prétendu "socialisme dans un seul pays" n'a eu d'autre conséquence que d'insérer toujours plus étroitement l'Union Soviétique au marché mondial et à la politique mondiale de l'impérialisme.

Dans ces conditions, Moscou ne pouvait plus jouer longtemps au champion de l'émancipation politique des peuples coloniaux. Une longue série de trahisons s'est conclue par un aveu officiel lorsqu'a éclaté le conflit sino-russe. Pour Moscou, la lutte révolutionnaire des peuples arriérés est devenue "absurde", anachronique ; **le combat contre l'impérialisme doit être mené aujourd'hui sur le terrain bourgeois de "l'émancipation économique".** Dans son rapport de 1964, Souslov l'a dit sans ambages : « Aujourd'hui où la conquête de l'indépendance économique et le progrès social sont devenus la principale orientation de la lutte anti-impérialiste des pays libérés, une importance particulière se rattache à l'extension de la coopération économique des Etats socialistes avec eux, à l'octroi à ces pays d'une assistance économique fraternelle. »

Tout comme les mécanismes du marché doivent conduire l'U.R.S.S. au "communisme", ils sont invoqués comme la seule chance d'émancipation des pays arriérés. L' "anti-impérialisme" russe a aussi son cynisme ! Aux anciennes colonies qui ont été dans l'histoire les premières victimes de la création du marché mondial, il lance ce mot d'ordre : Et maintenant commercez ! Contre l'arriération, le développement inégal, les forces de contrainte économique et politique dont souffrent les peuples arriérés, l'U.R.S.S. préconise la "libération" du commerce mondial, "l'échange d'équivalents" et "l'assistance" internationale. Ce sont là les vieilles formules de Kautsky rêvant d'un « ultra-impérialisme pacifique » qui présiderait

au développement "harmonieux" de l'économie mondiale.

Voici un demi-siècle, Wilson, prophète de l'impérialisme américain, et Kautsky, porte-parole de la social-démocratie européenne, croyaient pouvoir sauver le capitalisme des crises, des guerres et de la révolution prolétarienne en prêchant l'émancipation bourgeoise des colonies et le contrôle de la finance internationale sur leur développement. C'est cette perspective qui s'est en partie réalisée, laissant dans l'oubli celle de Lénine et de l'Internationale Communiste : **l'action conjointe du prolétariat des métropoles et des esclaves coloniaux pour abattre la domination du capital.** Mais le programme de Wilson-Kautsky ne s'est réalisé qu'à travers des crises, des guerres et des révolutions. Et la nouvelle "Société des Nations" n'a pas vu s'atténuer les antagonismes économiques et sociaux, elle les a exaspérés ; elle n'a pas vu progresser "l'égalité" entre les peuples, mais croître les disparités dans le développement de l'économie mondiale. Il nous faut donc étudier la nature de ces "nouveaux" rapports entre Etats, outrageusement embellis par l'ultra-impérialisme russe ; car c'est d'eux que ressurgira, avec toute la force explosive des contradictions actuelles, **le programme de la société communiste** que Lénine opposait à "l'anti-impérialisme pacifiste" des Wilson et des Kautsky.

CONCENTRATION DU CAPITAL ET ANTAGONISMES CROISSANTS DANS L'ECONOMIE MONDIALE

Lorsque Staline soutint qu'il était possible de construire en U.R.S.S. une "économie nationale" enfreignant la loi générale de l'accumulation capitaliste et échappant aux contraintes du marché mondial, il manifestait déjà cette incompréhension absolue qu'a le petit-bourgeois des mécanismes profonds de l'économie mercantile. De là à soutenir que les pays arriérés pourront accéder à "l'indépendance économique" et au "progrès social" dans le régime actuel, il n'y avait qu'un pas. Et les héritiers de Staline l'ont allègrement franchi, se débarrassant des questions délicates par des projets de réforme du commerce international ou par des phrases philanthropiques sur "l'aide fraternelle" des pays dits socialistes.

En réalité, toute la propagande "anti-impérialiste" russe, tous ses projets de réforme n'ont qu'un but apologétique : **faire croire qu'il existe des formules de "développement" du capitalisme mondial qui excluent le "sous-développement"**, c'est-à-dire le retard croissant des pays arriérés sur une poignée de grandes puissances. Œuvrant pour le "bien-être" de tous, le "capitalisme de notre temps" ne serait plus accumulation de la richesse à un pôle de la société, et de la misère à l'autre. De la même manière, le capitalisme deviendrait "populaire" faisant des ouvriers ses propres actionnaires dans la grande entreprise d'Etat du "socialisme" russe. En un mot, au lieu d'aggraver toutes ses contradictions en vieillissant, il s'avèrerait capable de les surmonter. Toutes les nuances du réformisme se rejoignent dans cette affirmation plus ou moins subtile que le "capitalisme de Marx" est dépassé.

La première vague du réformisme, celle de Bernstein et de Jaurès,

mettait simplement en doute les prévisions de Marx sur la concentration du capital. Les rythmes de développement du capitalisme, disait-on, n'avaient pas été aussi rapides que prévu, et ils n'avaient pas entraîné la ruine massive des petits producteurs. Enfin, dans les coopératives, les caisses d'épargne, la distribution des actions, on voyait un moyen, pour le prolétariat, de contrôler "démocratiquement" l'accumulation du capital, voire d'en devenir l'un des "bénéficiaires". Lénine, après R. Luxembourg et Kautsky lui-même, se contentait de montrer sous la "démocratisation" apparente la marche inexorable de l'accumulation capitaliste :

« La "démocratisation" de la possession des actions, dont les sophistes bourgeois et les opportunistes "social-démocrates" attendent (ou assurent qu'ils attendent) la "démocratisation du capital", le renforcement du rôle et de l'importance de la petite production, n'est en réalité qu'un des moyens d'accroître la puissance de l'oligarchie financière. C'est pourquoi entre autres, dans les pays capitalistes plus avancés ou plus anciens et expérimentés", la législation permet l'émission de titres de moindre valeur. » ("L'impérialisme...', ch. III).

« La "décentralisation" — note encore Lénine — consiste en fait dans la subordination à un seul centre d'un nombre croissant d'unités économiques autrefois relativement "indépendantes" ou plutôt strictement confinées. En réalité, il y a **centralisation,** accentuation du rôle, de l'importance, de la puissance des monopoles géants. » ("L'impérialisme...", ch. II).

Enfin, à la légende des vieux réformistes selon laquelle le développement des trusts permettrait "d'éviter" les crises, Lénine répondait ainsi : « Que les cartels suppriment les crises, c'est là une fable des économistes bourgeois qui s'attachent à farder coûte que coûte le capitalisme. Au contraire, le monopole créé dans **certaines** industries augmente, aggrave le chaos inhérent à **l'ensemble** de la production capitaliste. La disproportion entre le développement de l'agriculture et celui de l'industrie, caractéristique du capitalisme en général, s'accroît encore davantage. La situation privilégiée de l'industrie la mieux cartellisée, ce qu'on appelle l'industrie **lourde,** surtout celle du charbon et du fer, amène dans les autres branches une "absence de système encore plus sensible".... » ("L'impérialisme", ch. I).

Dans un premier moment, Lénine montre comment, sous les formes modernes de l'impérialisme, se sont réalisées les prévisions de Marx sur la concentration du capital et l'aggravation de ses antagonismes. Puis il passe du vieux réformisme de Bernstein à celui de Kautsky, véritable précurseur du stalinisme. Kautsky **ne cherche pas à nier le processus de concentration capitaliste, ni la domination planétaire du capital financier ;** mais il vante l'émancipation des colonies, leur développement industriel et les "ententes internationales" comme autant de **moyens susceptibles d'atténuer les inégalités et les contradictions de l'économie mondiale.** Par cette exaltation de l'industrialisme capitaliste, Kautsky annonce déjà Staline. Par cette idée que le capital financier "uni à l'échelle internationale" pourra résoudre les antagonismes du monde actuel et ouvrir la voie à un

développement "pacifique" et "harmonieux" de l'humanité, Kautsky fait figure de lointain prophète de la "coexistence pacifique". Aussi, Lénine fait-il porter sur lui toute sa critique.

Appuyant son analyse théorique sur les données de l'histoire coloniale et de la statistique économique, Lénine dénonce l'utopie d'un développement "égal" de tous les peuples. « L'impérialisme, dit-il, est une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays » ; et par suite, « l'univers est divisé en une poignée d'Etats usuriers et en une majorité prodigieuse d'Etats débiteurs » ("L'impérialisme...", ch. VIII). Lénine brosse un tableau de l'économie mondiale en 1914, dont tous les traits caractéristiques n'ont fait que s'accentuer depuis un demi-siècle. C'est ainsi qu'il cite des chiffres soulignant l'écart croissant entre les pays superindustrialisés d'Europe et d'Amérique, et ceux que l'on appelle aujourd'hui "sous-développés". Puis il ajoute : « Comparez à cette réalité, à la variété prodigieuse des conditions économiques et politiques, à la disproportion extrême dans la rapidité du développement des différents pays, à la lutte acharnée que se livrent les Etats impérialistes, — la petite fable stupide de Kautsky sur l'ultra-impérialisme "pacifique". N'est-ce pas là une tentative réactionnaire du petit-bourgeois effrayé cherchant à se dérober à la réalité menaçante ? Les cartels internationaux dans lesquels Kautsky voit l'embryon de "l'ultra-impérialisme" (de même que la fabrication des pilules en laboratoire "peut" être proclamée embryon de l'ultra-agriculture), ne nous fournissent-ils pas l'exemple d'un partage **et d'un repartage** du monde, de la transition du partage pacifique au partage non-pacifique, et inversement ? » ("L'impérialisme...", ch. VII).

Il n'est pas aujourd'hui de bulletin statistique de l'O.N.U. qui, à côté des orgies productives du capitalisme mondial, n'accuse des disparités grandissantes dans le développement de la Section A et de la Section B, de l'agriculture et de l'industrie, des Etats usuriers et des Etats débiteurs, des pays capitalistes avancés et des pays "sous-développés". Comme l'écrivait Lénine en 1916 : « Le capital financier et les trusts **n'affaiblissent pas, mais renforcent** les différences entre le rythme de développement des divers éléments de l'économie mondiale. » ("L'impérialisme...", ch. VII).

"DEVELOPPEMENT" ET "SOUS-DEVELOPPEMENT"

Nous ne reprendrons pas ici les données de la statistique officielle illustrant le retard croissant des pays arriérés sur les anciennes métropoles. Il s'agit simplement de rappeler **les traits généraux de l'impérialisme et leur accentuation depuis cinquante ans.** L'aggravation de ces antagonismes n'a d'égale que l'acharnement des réformistes à les camoufler. En effet, toute la littérature économique sur le Tiers Monde peut se répartir en deux tendances : celle qui **avoue** les inégalités croissantes dans le développement de l'économie mondiale, et celle qui les **masque** derrière les vieilles recettes de libre-échange à peine rafraîchies par un vernis de "socialisme" à la russe. A titre d'exemple, citons les ouvrages récents de P. Jalée, **"Le pillage du Tiers Monde"**, et de Maurice Dobb, **"Croissance**

économique et sous-développement".

Le livre de Jalée a un mérite, c'est de s'en tenir aux faits, aux rapports réels entre les pays impérialistes et les pays arriérés. Certes, il paie lui aussi son tribut au "socialisme" russe en coupant le monde en deux et en assurant que « depuis la fin de la seconde guerre mondiale et l'apparition de la Chine communiste, le marché mondial impérialiste se trouve amputé d'un tiers des habitants du globe » (p. 122). Jalée croit au "rideau de fer" qui séparerait les pays "socialistes" du marché mondial. Il n'en reste pas moins que son analyse l'amène à cette franche conclusion : « **à l'heure de la décolonisation politique, l'exploitation impérialiste des pays du Tiers Monde, non seulement se poursuit, mais s'accentue.** » (p. 112).

Le lecteur nous pardonnera ici une longue citation de ce livre, mais elle fait si lumineusement le point des rapports entre les pays avancés et le Tiers Monde, elle tranche aussi avec une telle netteté des bavardages de M. Dobb qu'elle nous paraît indispensable :

« Les pays du tiers monde, écrit Jalée, échangent avec les pays impérialistes un total de marchandises qui se situe annuellement entre 20 et 22 milliards de dollars. Mais alors que ce montant ne représente que le quart du commerce total des pays impérialises dans l'aire mondiale capitaliste, il représente les trois quarts du commerce total des pays du tiers monde dans la même aire. On mesure ainsi l'inégalité du rapport des lorces entre les deux groupes de pays dans le domaine des échanges.

« En outre, les échanges des pays impérialistes se développent dans leur ensemble plus vite que ceux des pays du tiers monde, et tandis que les pays impérialistes commercent de plus en plus entre eux et de moins en moins avec le tiers-monde, les pays du tiers-monde échangent de moins en moins entre eux et de plus en plus avec les pays capitalistes. Leur dépendance vis-à-vis de ceux-ci s'aggrave.

« Les exportations des pays du tiers monde vers les pays impérialistes consistent pour près de 90 % en produits de base, et pour de nombreux pays du tiers monde un nombre très réduit de produits (souvent un seul) constituent la majorité ou la quasi-totalité de ces exportations. Au contraire, les ventes des pays impérialistes au tiers monde consistent principalement en articles manufacturés les plus divers. Si donc les pays du tiers monde sont dépendants des pays impérialistes dans leurs échanges, leurs exportations sont souvent tributaires des marché d'un nombre souvent infime de produits.

« Les pays du tiers monde, en règle quasi générale, ont parmi les pays impérialistes un partenaire privilégié avec lequel ils réalisent une forte proportion — parfois la majorité — de leurs échanges. Ce partenaire principal, au regard duquel ils se trouvent dans un état de subordination pour leurs échanges, est celui des pays impérialistes qui les a naguère conquis, "protégés" ou dominés, et avec lequel ils continuent d'avoir des liens particuliers...

« Depuis quinze ans, les prix des produits manufacturés ont augmenté, ceux des produits de base ont presque tous baissé. Il en résulte pour les pays du tiers monde une détérioration des termes de l'échange (et pour les pays impérialistes une amélioration), ainsi qu'une détérioration de la balance commerciale. Les efforts parcellaires entrepris sur le plan international pour organiser les marchés et stabiliser les prix des produits de base n'ont jusqu'à présent donné que d'insignifiants résultats. » ("Le pillage du tiers monde", p. 62-63).

Tel est le tableau que nous donne Jalée de ces antagonismes incurables de l'économie capitaliste mondiale. Voyons ce qu'ils deviennent chez un auteur qui consacre toute son étude à l'éloge du « modèle soviétique ». L'économiste petit-bourgeois peut arriver jusqu'à la compréhension de "l'inégalité" ou de "l'injustice" des rapports d'échange dans le monde capitaliste. Et l'étude de Jalée s'inscrit dans cet ordre de protestation véhémente. Mais cette économie politique est incapable de reconnaître sous les rapports d'échange la loi implacable d'un mode de production. **Sitôt qu'elle aborde les rapports de production, sa protestation romantique tourne à l'apologie effreinée du Capital.** C'est ce qui apparaît en pleine lumière dans le petit livre de M. Dobb.

L'auteur commence par citer le chef de file du réformisme polonais, Oskar Lange, qui donne le ton à tout son ouvrage. Selon O. Lange, les pays sous-développés ne souffriraient pas d'un excès de maturité du capitalisme mondial ; tout leur retard viendrait seulement d'un manque de développement du capitalisme "national". L'impérialisme, dit Lange, a « empêché les pays sous-développés d'utiliser les méthodes de développement dans la solution de leurs problèmes » ; aussi les a-t-il obligés « à recourir à d'autres systèmes de développement économique » (!!!). Pour Dobb, comme pour Lange, le retard croissant des pays arriérés sur les grandes métropoles ne représente pas une tendance inévitable et particulièrement significative de l'évolution du capitalisme mondial. Nos auteurs y voient un fait secondaire auquel il est possible de remédier par des "méthodes" adéquates de "développement". Mais il y a mieux. M. Dobb réussit à noyer le poisson, à effacer complètement les termes de l'antagonisme économique entre le Tiers Monde et les pays capitalistes avancés, lorsqu'il découvre que même dans ces derniers les possibilités de "développement" ne sont pas toutes utilisées par le Capital !

« **Développement** » **et** « **sous-développement** » **sont des termes relatifs,** écrit-il ; et l'on ne peut nier que beaucoup de temps a été perdu, qu'il faudra rattraper, et qu'**il y a de grandes possibilités de développer encore plus les forces productives, même dans les pays industrialisés d'Europe occidentale et d'Amérique.** La misère traverse encore les villes et les campagnes non seulement en Amérique du Nord, mais aussi en Europe » (op. cit. p. 72 de l'édition italienne).

M. Dobb ne pense pas une seconde que « développer encore plus » les pays industrialisés, c'est approfondir le fossé qui les sépare des pays arriérés. Il se refuse à voir ces antagonismes.

« Toutefois, ajoute-t-il, il y a une différence cruciale entre le problème économique des pays pleinement industrialisés et celui de la grande majorité des pays non industrialisés. Ces derniers peuvent être caractérisés par un excédent de main-d'œuvre dans le cadre d'une surpopulation agricole, alors que dans les pays industrialisés l'excédent de main-d'œuvre, s'il existe, a des dimensions beaucoup plus réduites et ne constitue pas une réserve durable. Pour les pays sous-développés, comme nous l'avons vu, l'existence d'un excédent de main-d'œuvre, **si elle constitue d'un côté un problème, représente de l'autre une occasion de développement**, toujours si l'on peut trouver le moyen de donner un travail productif à cette main-d'œuvre... » (Ibid. p. 73).

Voilà la « différence cruciale » découverte par M. Dobb : les vieilles métropoles n'ont plus de réserves durables de main-d'œuvre pour leur "développement", par contre, dans les pays arriérés, « l'excédent de main-d'œuvre » — terme combien pudique pour désigner la famine et le chômage permanents ! — doit être une « occasion de développement » et non un « problème » inquiétant pour les économistes et les politiciens bourgeois. Il n'est pas possible de glorifier avec plus de cynisme **la force du Capital dans les grandes métropoles et l'exploitation bestiale de l'homme, « capital le plus précieux » des anciennes colonies**, comme de la Russie stalinienne.

MONOPOLES ET LIBRE CONCURRENCE

Un autre trait caractéristique de l'impérialisme est la domination du capital financier ou bancaire sur le capital industriel et la constitution de monopoles géants qui contrôlent l'ensemble de la production. Lénine montre que les monopoles naissent de la libre concurrence et de la concentration de la production. « Le capitalisme n'est devenu impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé de son développement, **quand certaines qualités essentielles du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs antinomies** ; quand sur toute la ligne se sont formés et révélés les éléments d'une époque de transition du capitalisme à une structure économique et sociale supérieure. Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, **c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste** » (L'impérialisme..., ch. VII).

Cette définition suffit à repousser les interprétations et les mots d'ordre "antimonopolistes" du réformisme petit-bourgeois. Par sa place dans l'histoire, par le niveau atteint dans la socialisation de la production, le capitalisme de monopole représente bien la transition vers un ordre supérieur. Mais contrairement à ceux qui voient dans l'extension des monopoles et dans les nationalisations toutes les chances du socialisme, Lénine rappelle que « le capitalisme reste le capitalisme » et cite la phrase de Marx sur le rôle des banques qui créent « **la forme, mais seulement la forme** » **d'une comptabilité générale de toute la classe capitaliste** (« L'impérialisme... » ch. II). Relevant plus loin les solides vérités d'une revue de la haute banque allemande, Lénine en extrait cette phrase à l'usage des opportu-

nistes : « Nos socialistes d'Etat, qui se laissent aveugler par de beaux principes, devraient enfin comprendre qu'en Allemagne les monopoles n'ont jamais eu pour but ni pour résultat d'avantager les consommateurs, ou même de laisser à l'Etat une partie des bénéfices d'entreprise ; qu'ils ont toujours servi à assainir, aux frais de l'Etat, l'industrie privée à la veille de faire faillite » (« L'impérialisme... » ch. V).

Plus encore que l'apologie des nationalisations, la "lutte" des opportunistes contre les monopoles au nom de la libre concurrence, est vaine et sans issue. Lénine ne montre pas seulement qu'elle reflète l'idéal réactionnaire du petit-bourgeois qui voudrait revenir en arrière, de cette phase de transition à l'âge d'or du libéralisme. Il souligne en outre que **les monopoles n'évincent pas la concurrence, mais l'étendent et la généralisent à tout l'univers.** « La libre concurrence est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général ; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence ; mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, créant la grande production, éliminant la petite, remplaçant la grande par une plus grande encore, poussant la concentration de la production et du capital, au point qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole : cartels, syndicats, trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards. En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions particulièrement aigües et violentes, des frictions et des conflits » (« L'impérialisme... », ch. VI).

Le réformisme petit-bourgeois ne préconise pas uniquement la libre concurrence entre producteurs isolés, il en défend aussi le principe **dans les rapports entre Etats.** Nous avons vu comment Maurice Dobb « reprochait » aux monopoles impérialistes de freiner le développement industriel des pays arriérés. Dans le même esprit Moscou prêche depuis des années la « libéralisation des échanges » comme voie magistrale de l'émancipation de tous les peuples. En mars 1964, le ministre russe du commerce extérieur envoyait à la Conférence de Genève sur le commerce international un message où il déclarait en substance : « Les anciennes "règles du jeu" héritées de l'époque où, du fait de l'impérialisme et du colonialisme, les rapports internationaux étaient dominés par le pillage et l'oppression des faibles par les forts, par les échanges inégaux, la discrimination et la violence économique, doivent être repoussés comme contraires à l'esprit de notre temps et aux intérêts vitaux de la majorité des peuples, comme un frein à la normalisation et au développement du commerce et de la collaboration économique » (Pravda du 6 mars 1964). Il y a là deux affirmations auxquelles nous devons nous arrêter : 1) que la « discrimination » et les monopoles sont « contraires à l'esprit de notre temps», que les « anciennes règles du jeu » sont dépassées ; 2) que le libre échange permettrait la « normalisation » du commerce mondial et un plus rapide développement économique. Commençons par le second point.

Dans le chapitre IX de « L'Impérialisme », Lénine s'en prend à un argument identique de Kautsky qui, là encore, fera figure de précurseur.

Kautsky écrivit en effet en 1915 une brochure intitulée « L'Etat national, l'Etat impérialiste et l'union des Etats » où il prétendait montrer que la « démocratie pacifique » et le libre échange favorisent plus les tendances expansionnistes du capital que le système des monopoles coloniaux. Raisonnement devenu "populaire" et commun aux graves économistes russes et aux journalistes patentés de la "décolonisation" gaulliste. Kautsky produisait à l'appui de son argument la statistique du commerce anglo-égyptien de 1872 à 1912 et constatait que celui-ci s'était développé plus faiblement que l'ensemble du commerce britannique. « Nous n'avons aucune raison de supposer, écrit-il, que sans l'occupation militaire de l'Egypte, il se serait moins accru par le simple poids des facteurs économiques ». A cela Lénine répond :

« Admettons **l'affirmative,** c'est-à-dire que la libre concurrence, sans monopole d'aucune sorte, puisse développer plus rapidement le capitalisme et le commerce. Mais plus le développement du commerce et du capitalisme est rapide, plus la concentration de la production et du capital qui **engendre** le monopole est forte. Or, les monopoles sont **déjà** nés, — précisément **issus** de la libre concurrence ! Si même les monopoles freinent aujourd'hui le développement, ce ne peut être un argument en faveur de la libre concurrence, qui n'est plus possible depuis qu'elle a engendré les monopoles ».

Lénine poursuit sa polémique contre Kautsky en rappelant que l'Allemagne a développé son commerce avec les colonies anglaises plus rapidement que l'Angleterre elle-même. « Mais, ajoute-t-il, cela ne prouve nullement la "suprématie" du commerce libre. Car cette lutte oppose non le commerce libre au protectionnisme, à la dépendance coloniale, mais deux impérialismes rivaux, deux monopoles, deux groupements du capital financier. La suprématie de l'impérialisme allemand sur l'impérialisme anglais est plus forte que la muraille des frontières coloniales ou des tarifs douaniers protecteurs ; en tirer "argument" **en faveur** de la liberté du commerce et de la "démocratie pacifique" est une platitude ; c'est oublier les traits et les propriétés essentielles de l'impérialisme ; c'est substituer au marxisme le réformisme petit-bourgeois. »

Qu'exprimaient donc en 1915 les mots d'ordre "pacifistes" de Kautsky ? Les intérêts de l'impérialisme allemand parti à la conquête des colonies anglaises. Au même moment "l'anticolonialisme" de Wilson traduisait des préoccupations identiques de la part de l'impérialisme américain. Et Lénine pouvait prévoir l'issue de ces luttes : « c'est **aussi** le monopole, c'est **aussi** l'impérialisme, mais ceux d'autres pays (Amérique, Allemagne) qui l'emportent sur l'Angleterre ». Il nous reste maintenant à revenir au premier point des affirmations russes, à savoir si le partage du monde qui a suivi la seconde guerre impérialiste, a changé "l'esprit de notre temps", ouvert la voie à la "démocratie", à la "paix" et au "libre échange" entre les peuples.

NATURE DES RAPPORTS ENTRE ETATS

L'actualité nous offre un exemple parmi tant d'autres non seulement des rapports de sujétion économique et politique qui règnent entre Etats,

mais encore de la façon dont se conjuguent les tendances au libre échange et le renforcement des monopoles sur le marché mondial. Nous avons choisi l'exemple de Cuba et de ses rapports avec le "camp socialiste" pour montrer, en outre, que ceux-ci sont déterminés non par l'idéologie et la "construction d'un socialisme" en vase clos, mais par les fluctuations de l'ensemble du marché mondial.

Le 6 février 1966, Fidel Castro fit dans l'organe du P.C. cubain, "Granma", une violente déclaration antichinoise qui devait consommer la rupture entre Pékin et La Havane. « Le gouvernement chinois, disait-il, a trahi la bonne foi des révolutionnaires cubains et, en aggravant notre blocus, il s'est rangé aux côtés de l'impérialisme yankee ». Fidel Castro, jusqu'alors réticent, venait enfin de prendre nettement position dans le conflit sino-russe qu'il taxait auparavant de "byzantinisme politique". Pékin, de son côté, n'avait fait que dénoncer l'accord commercial sino-cubain de septembre 1965. Mais visiblement Castro prit la chose de beaucoup plus haut : « Il ne s'agit pas de quelques tonnes de riz de plus ou de moins, de quelques mètres carrés d'étoffe de plus ou de moins. Il s'agit d'une question fondamentale beaucoup plus importante pour les peuples. Si, dans le monde de demain, ce monde pour lequel luttent les révolutionnaires, des pays peuvent s'arroger le droit de faire chanter, d'attaquer et d'étouffer des pays plus faibles, alors règneront les pires méthodes de piraterie, d'oppression et de brigandage qui caractérisent le monde actuel... » (cité par "Le Monde" du 8-2-66).

En dénonçant le chantage et la piraterie, Castro ne s'inquiétait pas tant du "monde de demain", tel que le préparent Russes et Chinois. Il obtempérait tout simplement au chantage du "socialisme" d'aujourd'hui. Et encore manquait-il sa cible en s'en prenant à Pékin et non à Moscou ! En effet, malgré tout ce qui pouvait rapprocher La Havane de Pékin (l'anti-américanisme, la propagande "anti-impérialiste" en Amérique latine), la rupture devait intervenir par la seule force des rapports économiques. Il n'est un secret pour personne que face au blocus américain, l'économie de Cuba dépend entièrement de "l'aide" soviétique. Et ce n'est pas un hasard si au moment de sa diatribe antichinoise Castro négociait avec M. Patolitchev, ministre russe du Commerce extérieur, un nouvel accord commercial. Deux ans auparavant, nous avions annoncé de tels développements, lorsque Castro signa avec l'U.R.S.S. un accord pour la vente du sucre cubain qui donnait à Moscou un monopole de fait sur toute l'économie de l'île :

« Jusqu'à quels renoncements ira la "révolution cubaine" ? — écrivions-nous dans "Le Prolétaire" (février 1964) — Elle promettait d'affranchir le pays de la tutelle des marchands de sucre, et voici qu'elle offre aux banques russes les profits qu'elle a arrachés à Wall-Street. Elle voulait construire une économie "nationale" sur autre chose que la canne à sucre, et voici que La Havane décide, en signant cet accord (il s'agit de l'accord soviéto-cubain du 23-1-64), de « ralentir l'industrialisation et de porter pendant dix ans tous les efforts sur l'agriculture ». Autrement dit : sur le sucre. Ainsi, comme par le passé, la "base solide" de cette économie

sera le cours du sucre négocié non plus à New York, mais à Moscou. On comprendra que la politique castriste ne cède pas à un sentimentalisme pro-chinois. Finies les illusions des "barbudos" ! La politique cubaine se règle maintenant à Moscou ».

Le marxisme ne fait pas des prophéties sur la destinée politique des hommes ni des régimes ; mais il établit des prévisions s'inspirant de l'étude des rapports réels. Le monopole sur le sucre cubain a assuré à l'U.R.S.S., comme jadis aux U.S.A., le contrôle économique de l'île, contrôle qui s'est progressivement étendu à tous les domaines, politique et militaire, et qui caractérise parfaitement les formes modernes de domination impérialiste. Dans sa réponse à Castro, le journal chinois "Remin Ribao" ne manquait pas de dénoncer l'encouragement donné par Moscou à la monoculture de la canne à sucre, "héritée de l'impérialisme", et « l'application de ce que les révisionnistes khrouchtchéviens appellent "principe de la division internationale du travail", chose qui a encore aggravé une situation déjà en déséquilibre, et qui a créé de graves difficultés économiques pour le pays » ("Renmin Ribao", 22-2-66). En revanche, pour justifier sa rupture, Pékin se contentait pudiquement d'invoquer la légitimité de ses intérêts économiques : « Il est naturel, écrivait encore le "Renmin Ribao", que le commerce entre deux pays se développe en harmonie avec le principe de l'avantage réciproque, à travers des consultations, sur la base de l'égalité et en conformité avec les accords conclus entre ces deux pays. Il est parfaitement normal qu'au cours de discussions commerciales naissent des divergences d'opinions ». Tels sont les saints principes du droit commercial que Fidel Castro a dû taxer, bon gré mal gré, sous la houlette de Patolichev, de chantage et piraterie. Voyons maintenant comment La Havane et Pékin en sont arrivés à ce désaveu réciproque.

Lorsque les Etats-Unis décidèrent le blocus économique de Cuba, Fidel Castro déclara hautement qu'il se passerait des ressources que lui procurait la vente du sucre sur le marché occidental, qu'il trouverait les mêmes débouchés dans le "camp socialiste" et que d'ailleurs Cuba ne voulait plus s'en tenir à la monoculture et aborderait, la Russie aidant, les tâches de son industrialisation. Effectivement, Cuba vendit son sucre sur le marché oriental au prix mondial de 3 cents la livre et les rêves d'industrialisation firent négliger la culture de la canne à sucre. C'est ainsi que la production sucrière de l'île passa de 5,8 millions de tonnes en 1961 à 3,8 millions de tonnes en 1963. L' "aide" russe allait-elle permettre à Cuba de construire une "économie nationale" viable ? Castro se livra aux douces illusions de tous les dirigeants bourgeois des pays arriérés : il crut que le "camp socialiste" le libèrerait des contraintes du marché mondial.

Or, la pénurie de sucre en Occident fit monter les cours jusqu'à 14 cents la livre, Moscou continuant à acheter celui de Cuba à l'ancien prix. En mai 1963, Castro obtint de soustraire au commerce soviéto-cubain un certain contingent de sucre qui, vendu sur le marché occidental, devait procurer à Cuba les devises si nécessaires à la construction de son "socialisme". Cette mesure s'avérant insuffisante, Castro et Khrouchtchev signè-

rent à Moscou, en janvier 1964, l'accord à long terme dont nous parlions plus haut. L'U.R.S.S. promettait d'acheter, de 1965 à 1970, plus de 24 millions de tonnes de sucre cubain au prix fixe de 6 cents la livre. C'est à la suite de cet accord que Castro décida de faire porter tous les efforts de Cuba sur l'agriculture. En U.R.S.S. on exaltait "l'amitié" soviéto-cubaine et les chances de développement économique que donnerait à "l'île de la Liberté" les revenus stables procurés par la canne à sucre. Cependant un journaliste occidental commentait ainsi l'accord du 23 janvier 1964 : « L'U.R.S.S. prend une place prépondérante dans l'économie cubaine. L'accord de Moscou est comme une ironie du sort. On pourrait dire, en effet, qu'il remplace le "Sugar Act" en vertu duquel les U.S.A. achetaient, chaque année, 3 millions de tonnes de sucre au prix consolidé de 5,5 cents américains. » ("Le Monde", 29-10-64).

Un dernier épisode de la "bataille du sucre" expliquera pourquoi les Chinois ont dû déclarer forfait. Depuis la révolution cubaine, les U.S.A. se sont mis à encourager la production sucrière dans d'autres pays politiquement plus sûrs. Son extension est telle que le cours mondial est tombé au-dessous des anciens 3 cents. Les accords en vigueur entre Cuba et les pays du bloc oriental se sont alignés sur l'accord de Moscou. On a beau vouloir "aider" un pays "frère", mais le prix du sucre sur le marché mondial est une chose autrement importante ! Il y a un an, Claude Julien commentait la situation en ces termes : « L'U.R.S.S. peut difficilement remettre cet accord en question, car ce serait ruiner son propre prestige dans les pays du tiers monde, et perdre beaucoup de terrain au profit de la Chine qui pratique exactement le même cours. » ("Le Monde", 3-3-65). Concurrent le plus faible, la Chine a abandonné la première, préférant les cours de Wall-Street à ceux du Kremlin.

Reste à savoir si l'U.R.S.S. "préfèrera" longtemps son propre monopole aux perspectives séduisantes de la libre concurrence. Mais là nous ne nous prononcerons pas d'une façon aussi péremptoire. Claude Julien invoque des raisons de "prestige". Effectivement, elles jouent leur rôle. **Au "libre jeu des facteurs économiques", l'impérialisme russe lui-même superpose des rapports de domination financière, politique et diplomatique qui entrent dans la rubrique du "prestige", de "l'assistance fraternelle" et de la "coexistence pacifique".** Tout cela ne définit-il pas **le monopole impérialiste ?** Tout cela ne montre-t-il pas que les peuples arriérés n'ont rien à attendre du "libre échange" prêché par le "socialisme" russe, et qui les enchaîne encore plus au marché mondial ?

L'IMPERIALISME ET LA POLITIQUE COLONIALE

Nous avons déjà montré ce qu'est l'esprit du réformisme petit-bourgeois : il voudrait rajeunir, embellir, ramener en arrière le capitalisme actuel. Son vœu est que l'appareil productif des grandes puissances fonctionne à plein rendement, que soit mis fin à la spéculation des banques et des trusts, que soient "bannies" les expéditions coloniales qui ont déshonoré "un certain capitalisme" et qui seraient aujourd'hui dépassées.

Les réformistes dénonçent ces manifestations réactionnaires de l'impérialisme comme si elles étaient accidentelles et non inévitables. Lénine souligne au contraire que **le parasitisme et la réaction sous toutes leurs formes sont des traits essentiels et caractéristiques de l'impérialisme.** Mieux, il anéantit tous les rêves d'un capitalisme "sain" et "industrieux", en montrant que les manifestations parasitaires de l'impérialisme ne font qu'exprimer de façon aiguë les tendances générales de tout le développement capitaliste : « Le propre du capitalisme, en règle générale, est de séparer la propriété du capital et son application dans l'industrie ; de séparer le capital-argent et le capital industriel ou productif ; de séparer le rentier ne vivant que du revenu qu'il tire du capital-argent, et l'industriel ainsi que tous ceux qui participent directement à la gestion des capitaux. L'impérialisme, ou la domination du capital financier, est ce degré suprême du capitalisme où cette séparation atteint des proportions formidables. » ("L'impérialisme...', ch. III).

Loin d'opposer, comme les réformistes, l'impérialisme capitaliste au "capitalisme de Marx" ou le "capitalisme de Marx" à l'impérialisme, Lénine en dévoile constamment le lien, la continuité historique et sociale qu'il fait éclater en des formules percutantes : « **Le capitalisme, qui a commencé son développement par l'usure en petit, l'achève par l'usure en grand** » (Ibid.). Les méthodes de "l'usure en grand" seraient-elles plus "pacifiques", plus "démocratiques" que celles de "l'usure en petit" qui vit la vieille Europe piller et coloniser le reste du monde à l'aube du capitalisme ? L' "impérialisme" et le "colonialisme" après lesquels aboient les roquets de la "démocratie pacifique" seraient-ils devenus si anachroniques, si "contraires à l'esprit de notre temps". Nous les avons vu inscrits dans la réalité économique des rapports entre Etats. Il nous reste à montrer comment le monopole économique se traduit en formes de domination politique, voire de répression militaire dans "l'esprit" le plus féroce de l'ancienne politique coloniale. Mais pour cela encore, nous reviendrons d'abord aux polémiques d'il y a cinquante ans contre Kautsky.

Nous avons déjà relevé cette croyance commune à Kautsky et aux réformistes russes, que "l'impérialisme" et le "colonialisme" ne sont pas nécessaires, mais bien plutôt "nuisibles" à l'expansion du capital. Lénine ne s'est pas contenté d'attaquer le caractère utopique et réactionnaire de cette critique petite bourgeoise. Il explique quelle repose sur une incompréhension complète et une définition erronée de l'impérialisme et de la question coloniale : « Kautsky s'est résolument élevé en 1915 et même dès novembre 1914, contre les idées fondamentales exprimées dans notre définition de l'impérialisme, en déclarant qu'il faut entendre par impérialisme non une "phase" ou un degré de l'économie, mais une politique, une politique déterminée, "préférée" du capital financier ; qu'on ne saurait "identifier" l'impérialisme avec le "capitalisme contemporain" : que s'il faut entendre par impérialisme "tous les phénomènes du capitalisme contemporain", — cartels, protectionnisme, domination des financiers, politique coloniale, — alors la question de la nécessité de l'impérialisme pour le capitalisme se réduira à "la plus plate tautologie", car alors "il va de soi que l'impérialisme est une nécessité vitale pour le capitalisme"... »

("L'impérialisme...", ch. VII).

Nous retrouvons ici la profonde signification polémique du titre et de tout le contenu de la brochure de Lénine. **L'impérialisme est une phase du mode de production capitaliste et non l'expression d'une politique délibérée, la "préférence" accordée par une bourgeoisie devenue réactionnaire à telle ou telle solution provisoire à ses antagonismes.** L'on ne saurait donc pas plus opposer une "politique de réformes" à une "politique de réaction" que l'on ne peut séparer et "combattre" isolément les différentes manifestations archiréactionnaires de cette phase impérialiste : domination de la haute finance, lutte pour la conquête et le repartage des zones d'influence, militarisme et politique coloniale. Or, comme l'a bien vu Lénine, c'est là l'essence du réformisme "anti-impérialiste". Et c'est ce qui permet, aux modernes héritiers spirituels de Kautsky, à la fois de vanter la 'décolonisation" comme l'avènement d'une ère de "paix" et de "progrès" promettant l'extinction indolore de l'impérialisme, et de geindre lamentablement devant les explosions de violence et les formes les plus barbares d'oppression comme celles qu'exercent au Vietnam, ces anciens champions de la "liberté des peuples", les Etats-Unis d'Amérique.

Que représente donc l'impérialisme pour cette piteuse école de confusion ? Avec la perspicacité d'un grand marxiste, Lénine s'empare de la définition de Kautsky pour y déceler **les conceptions que le stalinisme a depuis vulgarisées :** « L'impéralisme, dit Kautsky, est un produit du capitalisme industriel hautement évolué. Il consiste dans la tendance de chaque nation capitaliste industrielle à s'annexer ou à s'assujettir des régions **agraires** toujours plus grandes, quelles que soient les nations qui les habitent ». Et Lénine relève aussitôt les deux points fondamentaux de la définition. Pour Kautsky, l'impérialisme se réduit à une tendance aux annexions, à la conquête et à l'assujettissement de vastes empires coloniaux, de "régions agraires" ; l'impérialisme, d'autre part, est défini comme "produit du capitalisme industriel" recherchant dans des "régions agraires" un marché pour écouler ses marchandises. Or, dit Lénine, « ce qui est caractéristique pour l'impérialisme, ce **n'est point** le capital industriel, **mais** justement le capital financier ». L'impérialisme est moins caractérisé par l'exportation des marchandises, que par celle des capitaux. Et avec l'exportation des capitaux, c'est le mode de production capitaliste lui-même que les grandes métropoles ont exporté dans les "régions agraires" du monde. La définition de Kautsky ferme la porte à toute compréhension marxiste et révolutionnaire des rapports entre l'impérialisme et les pays arriérés. Par l'exportation des capitaux, les grandes puissances européennes ont jeté les bases du capitalisme dans leurs anciennes colonies qui pendant tout le XXe siècle ont lutté contre les métropoles pour leur arracher les conditions politiques et sociales d'un complet développement industriel. Lutte profondément révolutionnaire dont le marxisme a toujours dit que les conditions de succès ne sont ni nationales ni bourgeoises, mais étroitement liées aux luttes de classe du prolétariat international. Car, d'autre part, la simple émancipation nationale, la transformation des "régions agraires" sous l'impulsion du "capitalisme industriel", n'entrent nullement en contradiction (jusqu'à certaines limites) avec les

tendances modernes du capital financier. La preuve la plus éclatante en est donnée par les nombreux cas de "décolonisation" où il n'y a pas eu repartage de l'ancien empire colonial au profit d'un impérialisme plus puissant, mais prolongement de la vieille domination sous des formes nouvelles.

Quoi qu'il en soit, le corollaire de cette définition de Kautsky masquant à la fois le caractère de l'impérialisme et la signification révolutionnaire du problème colonial, c'est le stalinisme qui nous l'a fourni, en exaltant l'industrialisme d'Etat et les espoirs d' "indépendance économique" des pays arriérés dont l'émancipation a été présentée comme une victoire décisive sur le capital. Lénine pressentait si bien une telle falsification qu'il pouvait dire de la définition de Kautsky : « Cette définition ne vaut absolument rien ; elle est unilatérale, c'est-à-dire qu'elle fait ressortir arbitrairement la seule question nationale (bien qu'importante au plus haut point en elle-même et dans ses rapports avec l'impérialisme), en la rattachant de façon arbitraire et **inexacte** au **seul** capital industriel dans les pays qui s'annexent d'autres nations ; elle met en avant d'une façon non moins arbitraire et inexacte l'annexion des régions agraires » ("L'impérialisme...", ch. VII).

Il convient donc d'envisager séparément ce qu'on appelle la "décolonisation", c'est-à-dire les résultats acquis par le mouvement d'émancipation des peuples coloniaux dans le cadre et dans les limites du repartage du monde consécutif à la seconde guerre impérialiste, et la politique coloniale conçue comme l'ensemble des rapports de domination politique, de chantage financier et même de répression armée auxquels l'impérialisme réduit inévitablement les pays les plus "indépendants" qui se trouvent sous son contrôle.

"DECOLONISATION" OU REPARTAGE DU MONDE ?

Ainsi, Lénine a établi contre Kautsky que la domination du capital financier n'est pas incompatible avec une certaine "indépendance" politique, ni avec un certain "développement" du capitalisme industriel des pays arriérés. Et c'est pourquoi il soulignera dans d'autres polémiques sur la question nationale (voir son article "Sur la brochure de Junius") que la lutte des peuples coloniaux pour leur émancipation, à l'époque de l'impérialisme, ne saurait être jugée à priori comme désespérée et rétrograde. C'est justement l'impérialisme, par la recherche de placements rentables, par la substitution de l'exportation des capitaux à celle des marchandises, qui a rendu ce "développement" et cette lutte possibles, inévitables. Est-ce à dire, comme le soutiennent les réformistes, que le capitalisme moderne a rejeté dans le passé les "horreurs" de la colonisation ou "doit" les éliminer comme des survivances honteuses du XIXe siècle ?

Encore une fois, Lénine repousse ces illusions mensongères : « Le monopole est issu de la politique coloniale, écrit-il. Aux nombreux "anciens" mobiles de la politique coloniale, le capital financier a ajouté la lutte pour les sources de matières premières, pour les exportations de capitaux, pour les "zones d'influence" — c'est-à-dire pour les zones de transactions avantageuses, de concessions, de profits de monopole, etc. —

enfin pour le territoire économique en général ». ("L'impérialisme...', ch. X). Dans le chapitre IV intitulé : « Le partage du monde entre les grandes puissances », Lénine étudie précisément les caractéristiques de la politique coloniale à l'époque impérialiste et il constate que « la politique coloniale du capitalisme dans ses phases antérieures se distingue foncièrement de la politique coloniale du capital financier ».

Lénine fait d'abord remarquer que dans la phase impérialiste l'univers se trouve déjà réparti entre les plus grandes puissances. La conquête du territoire économique ne relèvera donc plus du "droit du premier occupant" ; il ne s'agira plus de partage, mais de **repartage** du monde. Et c'est par là que les colonies entrent dans la politique mondiale, dans les crises mondiales et dans les perspectives de la révolution prolétarienne. Puis Lénine examine la façon dont le monde est réparti entre les grandes puissances : colonies de faible étendue des petits Etats européens qui « ne conservent leurs colonies que grâce aux antagonismes d'intérêts, aux frictions, des grandes puissances qui empêchent celles-ci de s'entendre sur le partage du butin » ; empires coloniaux de l'Angleterre et de la France convoités par des impérialismes plus jeunes et plus puissants (Amérique, Allemagne, Japon) ; Etats "semi-coloniaux" caractérisés par une indépendance politique formelle et une complète dépendance financière et diplomatique à l'égard d'un ou de plusieurs impérialismes.

Sur ce dernier type d'Etat qui est devenu aujourd'hui prédominant dans le système impérialiste, Lénine fait cette observation importante : « Dès l'instant où il est question de politique coloniale à l'époque de l'impérialisme capitaliste, il est à noter que le capital financier et la politique internationale qui lui correspond et qui se réduit à la lutte des grandes puissances pour le partage économique et politique du monde (notez bien les termes employés : **toute la politique internationale d'aujourd'hui "se réduit" à cette lutte, tantôt pacifique, tantôt violente**), créent pour les Etats diverses formes **transitoires** de dépendances (c'est Lénine qui souligne). Caractéristiques pour l'époque ne sont pas seulement les deux groupes principaux de pays : possesseurs de colonies et pays coloniaux, mais encore les formes variées de pays dépendants qui, nominalement, jouissent de l'indépendance politique, mais qui, en réalité, sont pris dans les filets d'une dépendance financière et diplomatique ». ("L'impérialisme...", ch. VI).

Que veut donc dire ici Lénine ? Que le système colonial d'avant 1914, celui de l'Angleterre et de la France en particulier, ne correspondait déjà plus aux formes modernes de la politique coloniale et ne rendait plus compte de l'évolution des rapports interimpérialistes où de nouveaux géants s'apprêtaient à supplanter les vieilles métropoles européennes. Il appartenait à Wilson de brandir le drapeau de la "décolonisation" non pas pour appeler les peuples coloniaux à la révolution mondiale du prolétariat, mais comme cri de guerre de l'impérialisme américain luttant pour le repartage du monde et l'instauration de formes modernes et plus raffinées d'esclavage colonial. Tel fut, en fait, avec la trahison de Moscou, le résultat de la seconde guerre impérialiste.

A propos de ces formes nouvelles de la politique coloniale, Lénine dit et souligne qu'elles sont transitoires. Il écrit encore dans le même chapitre : « **Pour ce qui est des Etats "semi-coloniaux", ils nous offrent l'exemple des formes transitoires que l'on trouve dans tous les domaines de la nature et de la société...** Mais il va de soi que ce qui donne au capital financier les plus grandes "commodités" et les plus grands avantages, c'est une soumission entraînant pour les pays, les peuples qu'il soumet, la perte de leur indépendance. Les pays semi-coloniaux sont typiques à cet égard comme tenant le "milieu". **On conçoit que la lutte autour de ces pays à demi assujettis devait s'envenimer particulièrement à l'époque du capital financier, alors que le reste du monde était déjà partagé** ». Cette analyse nous ramène aux amères considérations des "anti-impérialistes" américains par lesquelles nous avons amorcé cette étude : au Vietnam, en Afrique Noire, en Amérique latine, les Etats-Unis ont renié Wilson et se comportent purement et simplement comme une puissance colonialiste. Comment ne pas voir que les "formes transitoires" individualisées par Lénine et glorifiées par l'opportunisme international comme un signe indélébile des progrès de la "démocratie" et de la "paix" entre les peuples, craquent toujours plus sous la pression et l'aggravation des nouveaux rapports impérialistes ?

Toute l'histoire des U.S.A. pendant le XXe siècle a préparé ces profonds développements qui donnent aujourd'hui à la statue de la Liberté le visage hideux du garde-chiourme colonial. L'Amérique a surpassé l'Europe en "civilisation", elle la surpasse aussi en barbarie. Elle a hérité de sa puissance, elle hérite aussi de son colonialisme. Depuis longtemps la doctrine de Monroe « L'Amérique aux Américains ! » est devenue synonyme de ce mot d'ordre : « le monde aux capitaux américains ! » Dès lors s'est fait jour la tendance à l'impérialisme colonial. Impérialistes, les U.S.A. le sont depuis la fin du siècle dernier. En arrachant à l'Espagne "l'indépendance" de Cuba et des Philippines, ils imposèrent leur domination à toute l'Amérique latine. En faisant triompher, à la conférence de Washington, en 1919, la politique de « porte ouverte » et de « liberté des mers » en Asie, ils s'apprêtaient à évincer leurs concurrents européens et japonais. Et Lénine, sans être prophète, pouvait prévoir une seconde guerre impérialiste pour la conquête du Pacifique. Derrière les mots d'ordre "démocratiques" de Wilson, Roosevelt, Staline et Krouchtchev, les U. S. A. ont bâti leur empire. L'idéologie a suivi. "Anticolonialistes" tant qu'il s'agissait de s'emparer des colonies de l'Europe, ils doivent aujourd'hui reconnaître ou exalter leur politique coloniale. Dès 1947, J. Burnham écrivait ainsi dans son livre « Pour la domination mondiale » : « L'empire américain existe déjà, il s'est beaucoup étendu depuis cinq ans. Du point de vue territorial, cet empire ne se limite pas à Porto-Rico ou aux îles de la Sainte-Vierge qui en font juridiquement partie à titre de colonie ou de pays dépendant. L'empire s'est étendu partout où la puissance impériale est décisive ».

Grand vainqueur et unique profiteur de la guerre "antifasciste", l'impérialisme américain est devenu le gendarme de l'univers. Il ne manque plus à ses titres de gloire coloniale ni la répression armée, ni la domination directe. **Les U.S.A. ont étendu au-delà des mers les méthodes classiques**

de la "démocratie" américaine : le chantage, la corruption, l'assassinat, derrière la grande mascarade électorale de la "Liberté" et des "Nations Unies". Il ne dépend pas de la malignité de M. Johnson que les formes transitoires et fragiles de "l'indépendance" semi-coloniale s'effondrent sous la tension des rivalités impérialistes. L'empire américain est immense, mais **plus vulnérable** encore que les vieux empires coloniaux qui se sont survécu jusqu'à la seconde guerre mondiale. Il ne tient que sur la puissance du capital et la force vive des armes, à quoi se réduit toute sa politique coloniale et internationale. Ce fait n'est-il pas de bon augure pour les prochaines batailles de classe ? Avec une force égale, elles opposeront à l'impérialisme non les honteuses lamentations de l' "anti-impérialisme" petit-bourgeois : "paix", "démocratie" et "société des nations", mais les aspirations du prolétariat à combattre pour ses intérêts de classe, pour sa dictature et pour la société communiste.

Matérialisme ou idéalisme ?

(A propos de la "Critique de la raison dialectique" de Jean-Paul Sartre)

Que le lecteur se rassure : nous ne nous sommes pas infligé la lecture des 800 pages de M. Sartre.

Qu'il ne s'indigne pas : nous ne ferons pas la critique de ce livre que nous n'avons pas lu.

Et qu'il ne croie pas que nous nous moquons de lui : nous avons lu le titre de M. Sartre, et c'est de ce titre que nous ferons la critique.

Voilà qui choquera tous les gens "sérieux". Comment ! Le "grand philosophe moderne", de "gauche" et tout et tout, étudie, paraît-il ,la dialectique, le marxisme, l'homme, le prolétariat, etc..., en 800 pages extradenses, et nous nous contentons du titre ? Quel crime de lèse-philosophie !

Autant avouer tout de suite que nous n'avons aucun respect pour la philosophie, et encore moins pour les philosophes. Nous ne faisons la critique que du titre de M. Sartre, parce qu'à la question philosophique fondamentale M. Sartre a répondu déjà dans ce titre, et que tout ce qui suit n'y peut rien changer. Nous voulons précisément montrer que les conceptions philosophiques fondamentales ne sont pas de ces choses horriblement compliquées qu'on ne peut expliquer qu'en de gros livres et que seuls quelques "spécialistes" peuvent comprendre ; nous voulons montrer que cette montagne de mousse savante ne sert qu'à cacher la réponse très simple à une question très simple.

Non pas que nous attachions une importance particulière aux faits et gestes de M. Sartre, qu'il écrive sur le marxisme ou qu'il porte les valises du F.L.N. Mais il est un représentant typique de la philosophie bourgeoise actuelle, et cette étude nous donnera l'occasion d'éclaircir une question que les penseurs bourgeois, de droite ou de "gauche", s'ingénient à obcurcir, en rappelant ce qu'est le matérialisme dialectique.

C'est, en effet, la question du matérialisme qui est à la base de toute construction théorique. Comme le disait Engels (1), il n'y a qu'un problème philosophique sérieux : matérialisme ou idéalisme. Il nous faut donc voir comment M. Sartre répond à cette question et rappeler comment y répond le marxisme. Nous montrerons en même temps qu'il ne s'agit nullement là d'une "lutte d'idées", mais que les conceptions philosophiques traduisent des positions de classes et deviennent à leur tour des armes dans la lutte des classes.

Pour dégager rapidement la position de M. Sartre sur ce point fondamental, nous avons intérêt à nous référer à un petit article plutôt qu'aux gros traités de philosophie, à un article de critique artistique sur "Les mobiles de Calder" (in Situations III). Un mobile, c'est une sculpture faite de pièces articulées et donc susceptibles de bouger les unes par rapport aux autres, de sorte que la configuration d'ensemble change ; il y en a de divers genres ; ceux de Calder sont faits de tiges et de palettes articulées qu'un simple courant d'air fait remuer. M. Sartre a été fasciné par ces mobiles, parce qu'ils représentent pour lui l'incarnation du "mystère philosophique", le problème du mouvement. A la vue de cette chose qui remue apparemment toute seule, il est saisi d'effroi mystique : ce n'est qu'un *objet,* e pur si muove, et pourtant il *bouge* ! Et le philosophe de s'interroger : il faut bien que la mobilité vienne de quelque part au mobile ; d'où lui vient-elle ? D'où vient "le mouvement, cette maladie de l'Etre" ?

En quelques lignes très simples, M. Sartre nous livre là la petite clé qui ouvre toutes les serrures de sa grande philosophie, à savoir, sa position résolument idéaliste. M. Sartre admet bien que le monde matériel existe réellement (et dans ce sens il pourrait se prétendre matérialiste) mais il considère que l'être de ce monde matériel est un pur *Etre-là,* c'est-à-dire que ce monde par lui-même est figé, immobile, mort, et ne reçoit le mouvement, l'animation, la vie, que *du dehors,* de quelque chose qui est *autre chose que lui.* Le "matérialisme" de M. Sartre est un faux métérialisme, c'est un matériolo-idéalisme, et nous montrerons plus loin que ce dualisme est celui de toute la philosophie bourgeoise.

---

(1) Si jamais ce texte tombe sous les yeux de M. Sartre, il est probable qu'il ne lira pas plus avant, car il n'a que mépris pour ce pauvre Engels. Dans "Matérialisme et Révolution" (in Situations III) il qualifie de "néfaste" pour Marx la rencontre (selon lui fortuite !) d'Engels. En somme, d'après M. Sartre, sans cette rencontre, Marx aurait pu devenir quelqu'un de tout à fait bien, un bon petit philosophe, une espèce de Sartre, quoi. On pense irrésistiblement à cette lettre dans laquelle Engels explique gentiment à sa mère que ce n'est pas « ce Marx qu'il ne devrait plus fréquenter » qui l'a détourné du "droit chemin". En tant que mère bourgeoise, Mme Engels avait, elle, des circonstances atténuantes !

On voit que si nous n'avons pas lu la "Critique de la Raison Dialectique", nous connaissons tout de même quelques écrits de M. Sartre. Et nous nous permettrons d'en tirer argument.

Si l'on considère qu'il est téméraire de condamner M. Sartre sur une aussi petite preuve, il ne sera pas difficile de trouver toutes les confirmations que l'on voudra. Sans même ouvrir "L'Etre et le Néant", où ce dualisme est développé systématiquement mais d'une façon passablement embrouillée, on peut se référer à "Matérialisme et Révolution". M. Sartre qui se demande là ce qu'est "la matière" pour le marxisme, pêche chez Engels cette réponse : c'est la matière dont parlent les savants. Et de s'esclaffer : "Ah, mais, je l'avais bien dit ! Car la matière dont parlent les savants c'est quelque chose de mort et d'inerte, un simple substrat ! ".

Erreur, M. Sartre, grave erreur. Si vous aviez lu l'Anti-Dühring au lieu de le feuilleter vaguement, vous auriez vu la réponse d'Engels : *la matière est mouvement.* Et cette réponse, Engels ne l'a pas inventée. Elle a été donnée il y a quelque 25 siècles par les philosophes-physiciens (pour eux c'était tout un) de la Grèce pré-socratique, ceux-là mêmes qui ont posé toutes les bases de la science.

En étudiant le problème du mouvement, ils ont montré qu'il est impossible de comprendre ou de représenter le mouvement comme une succession de position de repos ; c'est-à-dire que d'un corps en mouvement on ne peut pas dire : maintenant il *est* ici, maintenant il *est* là ; qu'il est là sans être là, qu'en réalité il *n'est* nulle part, mais *passe,* traverse l'espace d'une façon continue.

A partir de cette constatation, ils ont montré que l'aspect fondamental de la matière est d'être mouvement et que le "repos" (relatif) n'est qu'un aspect accidentel et local. Ils ont montré que si on suppose la matière par elle-même immobile, sa mise en mouvement par une "intervention extérieure" échapperait *par hypothèse* à toute description et à toute analyse ; mais que nous pouvons représenter, comprendre, le comportement de la matière sans supposer un "dieu" incompréhensible par définition, à condition de saisir la matière comme quelque chose qui, de par sa nature, *est mouvement,* qui a toujours été et sera toujours mouvement ; ou encore, qu'il faut représenter la matière comme étant *elle-même* la cause de son mouvement.

En somme ils ont établi d'une façon tout à fait générale le principe du *matérialisme dialectique* que Engels résume ainsi :

Le mouvement est le mode d'existence de la matière. Jamais, ni nulle part il n'y a eu de matière sans mouvement, et il ne peut y en avoir. La matière sans mouvement est tout aussi inconcevable que le mouvement sans matière.

Si les Grecs ont réussi ainsi à dégager le mouvement comme aspect fondamental de la matière (ce qui les a aussi conduits à démontrer la nature discontinue de la matière et la nature continue de l'espace et du temps) ce n'est pas par hasard, ni parce qu'ils étaient spécialement géniaux. Ce sont les rapports sociaux et le mouvement de la société qui leur ont inspiré ces conceptions qu'ils pouvaient démontrer par l'analyse théorique, sans pouvoir les vérifier par l'investigation expérimentale encore

trop rudimentaire. C'est pourquoi ces physiciens ont l'air d'avoir tout tiré de leur tête, de la réflexion abstraite, alors que leur maître ès principes physiques a été l'expérience historique.

La société grecque arrivait alors vers la fin d'une période de bouleversement formidable, la période de transition entre la société gentilice et la société esclavagiste qui a vu la destruction des rapports sociaux sans exploitation, basés sur la consanguinité, et le développement de la propriété privée, de l'esclavage et de l'Etat. Alors que la science égyptienne ou chaldéenne s'inspirait d'un état stable où technique de production et rapports sociaux ne changeaient que très lentement à travers les millénaires, la science grecque subissait l'influence d'une société en mouvement rapide. Le mouvement, le changement était l'aspect fondamental de cette période, et poussait la science à la dialectique.

Il est intéressant de voir comment ce mouvement social apparaissait à la société grecque elle-même, et pour cela nous avons un témoignage de premier ordre : la tragédie grecque n'est pas un "rêve universel" (ce n'est pas dans toutes les sociétés que le fils rêve de "tuer papa et coucher avec maman" !) mais la représentation de cette destruction des rapports sociaux basés sur la famille au sens large. Et le théâtre nous montre aussi comment se présente cette destruction : elle est ressentie comme atroce, personne ne la veut, tout le monde se débat contre elle, mais elle s'impose comme une fatalité.

Certes, c'était atroce d'assister à la destruction d'une forme sociale harmonieuse, à la déshumanisation des rapports sociaux. Et en dépit de toutes les résistances, elle s'imposait effectivement comme une fatalité, avec toute la force d'un mode de production supérieur, de la possibilité d'un accroissement rapide des forces productives humaines. Aucun homme ne "l'avait voulue", elle surgissait du développement même de la société. Ici, évidemment, le théâtre ne pouvait pas dire *toute* la vérité : *la cause du mouvement social est dans la société elle-même.* Ce mouvement était trop atroce, la société refusait d'en être responsable ; elle ne pouvait d'ailleurs pas comprendre son caractère positif. Elle en rend donc responsable des "dieux" incompréhensibles.

C'est là que Héraclite prend le relais de Sophocle. Ce que la société refuse d'admettre pour elle-même ressort triomphalement dans un domaine où la question de la "responsabilité morale" ne se pose pas, la théorie physique : la matière est mouvement, la matière est elle-même la cause de son mouvement.

Ainsi, nous pouvons dire que si à cette époque le mouvement social ne pouvait encore donner la conscience des lois du mouvement social, il a produit la conscience du mouvement de la matière, le matérialisme dialectique, qui deviendra la base de notre représentation théorique cohérente s'étendant de la matière jusqu'à la société humaine.

Ce n'est pas non plus par hasard, ou à cause d'une "supériorité" abstraite, que le matérialisme dialectique a été assez vite étouffé par l'idéa-

lisme (auquel reste attaché le nom de Platon) mais par suite du triomphe et de la stabilisation de la *société esclavagiste,* qui impose dans la philosophie de la nature aussi sa propre structure. Pour le propriétaire d'esclaves, ceux-ci sont de purs "objets", des "choses" qui lui appartiennent et *sont mues par sa volonté ;* lui-même, par contre, se sent conscience et volonté *libre,* qui n'est déterminée par rien mais détermine l'activité sociale.

Les idées dominantes d'une société sont celles de sa classe dominante : l'esclavagisme, et en même temps le développement du commerce et de l'argent, richesse abstraite et quasi-immatérielle, imposent la conception de la matière mise en mouvement par des causes immatérielles, idéales, et, devant les contradictions insolubles que pareille conception implique, on finit par retirer (en théorie !) toute réalité à la matière pour en faire (en théorie toujours !) un simple "reflet" de l'Idée.

Nous ne pouvons entrer ici dans le détail de l'histoire de la philosophie, qui, ainsi qu'on vient de le voir, découle de l'histoire de la société dans son ensemble, sans qu'il y ait, toutefois, coïncidence mécanique et instantanée. Mais avant d'arriver à la philosophie bourgeoise (et à M. Sartre que nous n'avons pas oublié) il nous faut évoquer brièvement le Moyen-Age. Après la décadence et la chute de l'Empire de Rome, l'Europe occidentale connaît une longue période de trouble et de désarroi : la forme esclavagiste s'est détruite, les vieilles formes germaniques se désagrègent, l'instabilité et l'insécurité règnent dans les campagnes, la production agricole décline. La société cherche une nouvelle forme de production suffisamment stable ; elle mettra plusieurs siècles à la trouver. Pa[illegible] elle cherche sa doctrine. Elle empruntera beaucoup d'éléments aux idéologies esclavagiste, judéo-phénicienne, chrétienne, germanique, etc... ; mais l'aspect fondamental de la doctrine qu'elle forgera sera déterminé par son problème essentiel : la stabilité.

La structure sociale du féodalisme avec ses catégories "fixes", fortement hiérarchisées, était alors une nécessité pour assurer la production. Cette nécessité sociale était tout naturellement représentée comme une nécessité transcendante : la volonté divine, sommet théorique de la pyramide sociale qui avait créé une place pour chacun et mis chacun à sa place ; et c'est cette même force surnaturelle qui devait garantir la stabilité de la forme sociale. Bien entendu, cette philosophie de la société devait se refléter dans la philosophie de la nature : la même force surnaturelle était sensée non seulement avoir créé le monde, mais encore lui avoir donné une forme immuable et éternelle ; de la matière inorganique à la société humaine, du grain de poussière aux corps célestes, toutes les catégories étaient conçues comme figées, créées une fois pour toutes et devant toujours exister.

La théologie de la société féodale, la scolastique, a donc repris le principe de l'idéalisme, mais en même temps elle lui a donné une forme figée, "immobile". Malheureusement pour ces théologiens qui "discutaient du sexe des anges", c'est-à-dire qui travaillaient à parfaire la classification et la nomenclature d'un monde supposé immuable, la société n'est pas restée

figée. A peine le réodalisme était-il bien établi et la production agricole remise en marche que commence à se développer, tout d'abord sous la forme de capital commercial ou usuraire, un nouveau rapport de production, le capitalisme, et une nouvelle classe, la bourgeoisie. Au début, cette forme "parasite" et presque en marge de la société féodale (rejetée d'ailleurs sur des gens en dehors de la société comme les juifs) paraissait accessoire et contrôlable. Mais elle recélait un potentiel explosif énorme et, lentement d'abord, puis de plus en plus vite, elle a miné et détruit la société féodale.

C'est pour cette raison que l'idéologie de la société féodale, représentée par la théologie catholique, a bientôt cessé d'être unanimement acceptée. Au lieu de s'imposer naturellement à l'esprit de tous parce que fidèle reflet des rapports sociaux (comme par exemple le confucianisme en Chine ou les religions égyptienne ou aztèque) elle était en butte aux "hérésies" de toutes sortes et ne s'imposait que par l'Inquisition, les autodafés et les massacres. Mais ce n'était pas le Diable qui animait les hérétiques : c'était la poussée lente, mais irrésistible d'une nouvelle forme de production.

Cette nouvelle forme de production, cette nouvelle classe avait besoin de sa propre doctrine, tant en philosophie de la nature qu'en philosophie de la société. Mais, contrairement à ce qui s'est produit pour les formes sociales antérieures, la bourgeoisie sera incapable de construire une théorie cohérente — "vraie" ou "fausse", peu importe — englobant sur la base d'un principe unique *tous* les aspects du monde. La doctrine de la bourgeoisie a toujours été et est une doctrine dualiste et contradictoire. D'une façon peut-être un peu rapide, on peut dire qu'il devait en être ainsi : un mode de production qui porte en lui-même sa propre contradiction, ne peut se refléter que dans une idéologie elle aussi contradictoire.

En quoi consiste le dualisme de la philosophie bourgeoise ? On peut le schématiser ainsi : elle est *matérialiste* en philosophie de la nature et *idéaliste* en philosophie de la société humaine. Bien entendu ces deux conceptions ne peuvent coexister pacifiquement ; elles tirent à hue et à dia, et de ce fait les philosophes ont du pain sur la planche (au sens propre comme au sens figuré) ; impossibles à concilier dans une doctrine unitaire, elles cherchent chacune à se généraliser et à évincer l'autre. Mais ce duel entre Idées a un arbitre tout à fait matériel : la société bourgeoise, les nécessités objectives du développement et de la conservation du capitalisme. Tous les déploiements d'intelligence, de pénétration, de finesse et d'astuce ne servent finalement à rien, c'est l'arbitre qui décide ! Et il décide, d'abord qu'aucune de ces conceptions ne doit évincer l'autre, *parce qu'il a besoin des deux ;* et ensuite que, selon les impératifs du moment, il donnera la *prééminence* à celle-ci ou à celle-là.

Il a besoin des deux. Le capitalisme a besoin du matérialisme en philosophie de la nature. Il en avait surtout un besoin extrême au début de son développement, à l'époque du passage du capitalisme commercial ou usuraire au capitalisme productif. C'est que ce passage exigeait un essor rapide des forces productives, c'est-à-dire de l'emprise sur la nature ; il fallait donc développer la connaissance de la nature et de ses lois, c'est-à-

dire la science. Or la science est matérialiste ou n'est pas : elle pose que le comportement de la nature ne découle pas de "décisions divines", libres et imprévisibles, mais qu'il est *prévisible* parce que dû à des propriétés et des lois inhérentes à la nature elle-même.

Ainsi, la poussée vers l'accroissement de la productivité du travail exigeait le rejet du Principe Divin en philosophie de la nature ; avec le développement de la science le capitalisme attaquait donc la société féodale sur deux fronts : il créait les conditions techniques de l'essor de son mode de production, et en même temps il minait et ridiculisait le principe divin, gardien de l'ordre social. Aussi est-ce l'époque où la bourgeoisie, classe alors révolutionnaire, a été le plus loin dans la voie du matérialisme : il servait à la fois ses besoins économiques et sa lutte idéologique contre le féodalisme. Elle aurait même voulu se présenter comme absolument et exclusivement matérialiste ; en réalité, malgré les tentatives des meilleurs de ses théoriciens (Diderot, par exemple) elle ne l'était pas et ne pouvait pas l'être.

Matérialiste contre le féodalisme, elle redevenait idéaliste dès qu'il s'agissait d'établir sa propre organisation sociale. Le principe divin qu'elle avait chassé de la philosophie de la nature, elle ne pouvait le chasser de la philosophie de la société, elle pouvait tout au plus le modifier conformément à ses besoins. Dieu n'existait plus, mais les attributs divins étaient attribués à tous les hommes : la structure sociale n'était plus fixée par Dieu mais par les citoyens, tous pourvus de Raison, tous libres et égaux et décidant librement d'après leurs libres Idées. En posant le fameux principe démocratique qui soi-disant devait conduire à l'harmonie sociale, au règne de la Raison, en prétendant déterminer le mouvement de la société par les idées des individus, par la "volonté du peuple" au lieu de la volonté divine, la bourgeoisie s'est affirmée résolument idéaliste en philosophie de la société, aussi idéaliste que la vieille théologie, bien que sous une forme différente. Et elle ne pouvait pas faire autrement.

Cette conception idéaliste de l'homme et de la société n'était pas une "erreur" des philosophes, mais à la fois le reflet des rapports que le capitalisme impose à la société et le fondement théorique de l'organisation politique, de l'Etat qui correspond le mieux aux besoins du capitalisme. La célèbre devise de la révolution française : Liberté - Egalité - Bentham (complétait Marx !) reflète tout simplement les exigences du rapport *mercantile :* vendeur et acheteur doivent être libres et l'échange doit se faire à valeurs égales ; dans ce commerce honnête et "juste" tout le monde gagne, disent les bourgeois (y compris Khrouchtchev et Mao !), c'est la grande Fraternité. Cette belle liberté n'est d'ailleurs pas seulement celle du bourgeois, libre propriétaire de capital, c'est aussi celle du prolétaire : le capitalisme a "libéré" le producteur de tous les liens avec la terre, avec les moyens de production et les produits, ce qui l'oblige à vendre son seul bien, sa force de travail ; à la vendre *librement* et *à sa valeur :* voilà la base de l'exploitation capitaliste, de l'esclavage salarial.

Déclarer que l'homme ainsi enchaîné et soumis au capital est muni d'un Esprit libre et souverain qui pourra déterminer le mouvement de la

société, c'est la grande mystification démocratique, le plus sûr garant de l'ordre bourgeois. Nous ne pouvons insister ici sur ce point qui a été développé dans maints textes (voir p. ex. Le Principe Démocratique - Prog. Com. n° 23) nous voulions seulement rappeler que l'idéalisme bourgeois n'est pas une "faute de raisonnement", mais bel et bien une nécessité économique et politique.

Voilà donc la philosophie bourgeoise en possession de deux principes contradictoires. Elle ne peut renoncer ni à l'un ni à l'autre ; elle ne peut pas non plus trouver un compromis stable entre eux. Nous avons déjà vu que dans la période pré-révolutionnaire de la bourgeoisie, c'est plutôt le matérialisme qui a été mis en avant. Dans la période actuelle de pourrissement du capitalisme, la situation se renverse. La bourgeoisie cherche bien à accroître toujours plus son appareil productif, a donc toujours besoin de la science matérialiste ; mais son problème essentiel c'est maintenant de conserver le pouvoir politique, de résister à l'assaut révolutionnaire du prolétariat. Du coup, c'est l'idéalisme qui prend la tête de la pensée bourgeoise et refoule le matérialisme même dans le domaine proprement scientifique. Ce n'est pas un phénomène « nouveau » : Engels notait déjà dans l'Anti - Dühring que le développement des sciences poussait celles-ci au matérialisme dialectique, seule représentation adéquate de la réalité, mais que cette tendance était contrecarrée par l'idéologie bourgeoise métaphysicienne qui s'imposait socialement à la cervelle des savants. Aujourd'hui, toutefois, cette tendance s'amplifie de plus en plus plongeant les "savants" dans la perplexité et le désarroi, et la science tant glorifiée dans l'impuissance.

En "philosophie pure" la tendance est évidemment encore plus nette, et on mesure tout le chemin parcouru à reculons par la pensée bourgeoise en comparant un Diderot qui aurait bien voulu étendre la conception matérialiste à l'homme et un M. Sartre qui veut étendre l'idéalisme à la matière elle-même. Nous sommes maintenant arrivés au point où nous pouvons nous occuper à nouveau de M. Sartre, non pas certes de l'individu-Sartre, qui ici ne nous intéresse pas plus que l'individu-Diderot, mais de M. Sartre comme expression, porte-parole et théoricien d'une classe.

Nous avons dit que nous nous sommes dispensés de lire la "Critique de la Raison Dialectique" parce que, venant après tout ce que nous savions déjà du "sartrisme", ce titre était suffisamment éloquent. En effet, il répond à la vieille question : où est la dialectique, dans l'esprit ou dans la nature ? En parlant de "raison" dialectique, M. Sartre répond clairement que pour lui, la dialectique est dans l'esprit de l'homme.

Devant ce genre de question il faut faire un peu attention ; car, évidemment, "la Dialectique" n'existe que dans l'esprit humain ; mais il en est de même pour toutes les notions ou idées produites par l'homme, qu'elles représentent des objets, des propriétés ou des rapports du monde : « La Pomme de Terre » aussi, à ce titre-là, n'existe que dans l'esprit ! Aussi faut-il bien voir le vrai sens de la question : la dialectique (ou la logique, ou la raison, etc.) est-elle *une qualité de l'esprit* ou *une représentation des propriétés réelles du monde ?* Voilà la vraie question et la façon d'y répon-

dre a un importance capitale. Car à partir du moment où l'on a comme M. Sartre chassé la dialectique de la nature pour la mettre dans l'esprit, on a par là-même posé cet esprit comme un **absolu** ; et du coup on a posé que le surgissement de cet esprit et son comportement sont à priori inexplicables. Ou, ce qui revient au même, on a posé la matière comme immobile par nature : sa mise en mouvement devient alors un mystère insondable.

Aussi, sans l'avoir ouvert, nous savons ce qu'il y a dans le livre de M. Sartre : un effort désespéré pour comprendre le comportement des hommes après qu'il l'ait rendu incompréhensible ; un effort désespéré pour réintroduire le mouvement dans le monde, au niveau de l'homme, après l'en avoir chassé à la base, au niveau de la matière. Nous savons bien qu'il ne peut pas y arriver, ni en 800 pages, ni en 800.000 !

Pourquoi M. Sartre, qui n'est pas plus bête qu'un autre, s'est-il ainsi posé un problème aussi insoluble que la quadrature du cercle ? Pourquoi s'obstine-t-il à créer un problème insoluble à propos d'une question qui, sur le plan théorique, a été clarifiée une fois pour toutes par les Grecs ? Autrement dit, pourquoi cette question est-elle si importante ?

C'est que M. Sartre, philosophe sérieux, est animé par un louable souci de cohérence, le désir d'arriver à une construction théorique homogène. Malheureusement la pierre angulaire, le pilier central de sa théorie, c'est la conception idéaliste bourgeoise de l'homme. C'est elle que M. Sartre a entrepris de justifier ; elle est à la fois le point d'arrivée et le point de départ de sa philosophie. Il est tout à fait remarquable que la cosmologie (si on ose dire) sartrienne parte de l'homme. A tel point qu'on se demande ce qui a bien pu exister avant l'apparition de l'espèce humaine, et même, plus précisément, de l'homme de la société bourgeoise. C'est une question à laquelle M. Sartre n'a jamais répondu clairement. Rien, probablement ; de toute façon il s'en moque. Ici aussi il est instructif de comparer M. Sartre à un autre philosophe, idéaliste s'il en fut, mais néanmoins auteur de la première théorie sur la formation dynamique du système solaire : un certain Kant, dont M. Sartre semble d'ailleurs se revendiquer. A l'époque de Kant, un même homme pouvait encore travailler parallèlement à une "Critique de la Raison Pure" et à une théorie du système solaire fondée sur le matérialisme dialectique. Aujourd'hui, dans sa défense farouche contre le prolétariat, la bourgeoisie refoule de plus en plus le matérialisme, et s'il reste un peu de dialectique, c'est de la dialectique abstraite, la loi du mouvement de rien (2).

---

(2) Qu'on pense par exemple à feu Gurvitch, professeur de sociologie à la Sorbonne, qui reprochait même à M. Sartre de faire la dialectique de quelque chose. Alors que Marx a montré (Misère de la Philosophie) que Proudhon n'a jamais rien compris à la dialectique, Gurvitch a réussi le tour de force d'être à la fois proudhonien et défenseur de la "dialectique pure". Selon lui la dialectique est une forme vide qui perd toute valeur dès qu'on lui donne un contenu quelconque ; Marx aussi bien qu'Hegel étaient pour lui des abâtardisseurs de la dialectique pure.

Il n'est d'ailleurs pas tout à fait exact de dire que la conception sartrienne "partait" de l'homme. En réalité elle n'en sort pas, et pour cause. Une tentative d'expliquer le monde à rebours, en remontant de l'homme au singe si on peut dire, et à la matière inorganique, serait trop absurde ! Aussi M. Sartre se borne-t-il à englober tout ce qui n'est pas homme dans la catégorie de l'En-Soi, du pur Etre figé et mort. Et encore cet En-Soi n'accède-t-il véritablement à l'Etre que parce qu'il est perçu par l'homme, parce que l'homme en est conscient. Quant à l'homme, le Pour-Soi, son surgissement est un absolu qui n'est causé par rien, sinon par lui-même.

Qu'on se rassure, nous n'avons pas du tout l'intention d'entrer dans les détails de la théorie sartrienne de l'homme-dieu. Ce qui nous intéresse, c'est le but de l'opération, la raison d'être de cet énorme travail cérébral : il s'efforce de justifier la vieille affirmation selon laquelle l'homme détermine librement la forme sociale et le mouvement social. C'est précisément au moment où la bourgeoisie sent elle-même que sa liberté est illusoire et qu'elle ne fait qu'obéir aux lois de l'économie capitaliste, au moment où le pressentiment du déterminisme social lui donne le vertige, qu'elle a besoin de se rassurer et surtout d'empêcher les prolétaires de découvrir l'horrible vérité.

Le déterminisme social, voilà l'ennemi ! C'est pour pouvoir le nier que M. Sartre a été obligé de retirer la dialectique de la nature, de faire de la matière un substrat immobile et mort, et de l'homme une Liberté. Et nous savons bien que M. Sartre refuse d'identifier la "liberté ontologique de la conscience" à la liberté au sens courant, mais qu'importent les subtilités philosophiques, puisqu'en fin de compte la première ne sert qu'à justifier la seconde. Le dernier mot de sa philosophie, M. Sartre l'a donné dans "Matérialisme et Révolution" en disant que : "le révolutionnaire est celui qui veut que ça change". Et M. Sartre qui se croit un grand révolutionnaire est indigné lorsque la bourgeoisie reconnaît ses mérites en lui décernant le prix Nobel !

On nous dira peut-être que les ouvriers ne lisent pas la philosophie de M. Sartre. C'est certain. Mais, en dehors même du fait que M. Sartre est un philosophe "engagé" qui fait dans la littérature, la presse, le théâtre et le cinéma, sa philosophie pénètre dans le prolétariat par cette couche d'intellectuels petit-bourgeois qui peut fournir parfois des éléments utiles au mouvement prolétarien, mais qui y est le plus souvent un agent de diffusion de l'idéologie bourgeoise.

Pour ces éléments-là, pour les "Socialisme ou Barbarie", les plus ou moins "Libertaires", les ouvriéristes, les "gestion ouvrière", les spontanéistes ou volontaristes de tous poils, l'existentialisme constitue (même s'ils n'y comprennent pas grand'chose) la justification théorique, la couverture philosophique de leur action. Malgré les tonnes de papier noircies par M. Sartre, cette couverture est si mince qu'il serait plus juste de parler d'un bikini philosophique qui ne voile qu'à peine l'horrible nudité des agents de la bourgeoisie.

La question philosophique : Matérialisme ou idéalisme ? n'est pas une question abstraite, un débat entre Idées. Elle conduit aujourd'hui directement à la question : déterminisme social ou liberté ? qui traduit dans le domaine théorique l'affrontement de deux classes. Jusqu'à présent, nous nous sommes surtout occupés de l'idéologie bourgeoise. Nous avons vu comment, conjointement au matérialisme scientifique, elle a lancé l'idéalisme politique, la "libre détermination", contre le principe divin, gardien de la forme féodale : c'était sa phase révolutionnaire. Sacrifiant l'ordre historique, nous avons vu ensuite la bourgeoisie dans sa phase sénile dresser désespérément cette "libre détermination" contre la montée révolutionnaire ; c'est de la doctrine prolétarienne que nous allons parler maintenant.

Malgré quelques tentatives de dépasser l'idéologie bourgeoise, qui furent d'ailleurs réprimées par la violence, comme la Conspiration des Egaux, le prolétariat naissant a commencé par accepter les principes bourgeois, cherchant seulement à les retourner contre la bourgeoisie, à les utiliser à ses propres fins. Dans cette période, le mouvement ouvrier tendait vers un socialisme en bonne partie encore embarbouillé d'aspirations petites-bourgeoises, mais qui, surtout, se présentait comme une Utopie, un bel Idéal d'harmonie sociale et de Justice, venu du ciel des Absolus et qui devait s'imposer à la raison par la force de sa Vertu. Il faudra le développement du capitalisme et donc du prolétariat, ainsi que toute une période de luttes d'une violence extrême, pour que le prolétariat prenne conscience du fait qu'il ne pouvait arriver à rien tant qu'il acceptait la philosophie politique de la bourgeoisie ; que le principe de "libre détermination" et ses conséquences sont précisément le plus sûr garant de la domination du capital, et qu'il devait s'en libérer.

C'est alors qu'il s'est trouvé en mesure de voir que cette Liberté n'est qu'une tromperie intéressée, de découvrir que les mouvements sociaux ne sont pas déterminés par un libre choix mais résultent de forces en partie naturelles mais surtout *sociales,* de forces produites par la société elle-même ; de découvrir que les formes et les mouvements sociaux ne découlent pas d'un arbitraire imprévisible, Dieu, Peuple ou Homme, mais obéissent à un *déterminisme social.*

A partir de ce moment la doctrine prolétarienne était née. Il n'y avait plus qu'à appliquer ce principe à l'examen de l'histoire passée, présente *et future* de l'humanité, pour avoir à la fois l'explication de toutes les formes sociales antérieures, l'analyse radicale de la société capitaliste *et le programme révolutionnaire* du prolétariat.

Car en découvrant le déterminisme social, le prolétariat découvrait aussi que son propre mouvement n'était pas une "libre aspiration" à un état idéal donné à priori, mais une nécessité imposée par l'histoire antérieure et la nature même de la société capitaliste et que le but et les moyens de sa lutte ne pouvaient être inventés librement par un esprit créateur, mais lui étaient *dictés* par l'Histoire.

« Il n'y avait plus qu'à appliquer... » avons-nous dit. En fait, cela représentait un travail énorme, et il fallait que les militants qui l'ont accompli

aient les capacités nécessaires et y consacrent toutes leurs forces. Mais ils n'étaient en rien des "génies" créateurs de systèmes et leurs qualités ou histoire individuelles n'interviennent en rien dans le contenu de leur travail ; elles expliqueraient tout au plus pourquoi le Capital a été écrit par cet homme appelé Marx et non par un nommé Mayer, chose totalement dépourvue d'importance ! Ces militants savaient très bien qu'ils n'étaient que les théoriciens d'une classe, que la doctrine qu'ils formulaient n'était pas le fruit de leur cervelle féconde mais d'une poussée sociale, qu'elle était l'expression de la conscience de classe du prolétariat.

En devenant capable de comprendre l'histoire de l'humanité, de voir que ce n'était pas « une histoire pleine de bruit et de fureur racontée par un idiot », le prolétariat devenait aussi capable de remonter plus haut, de rétablir le lien entre l'espèce humaine et la nature. Ayant trouvé le principe du matérialisme historique, il a trouvé qu'il était en parfaite concordance avec le matérialisme dialectique déjà posé par les Grecs et confirmé avec éclat par le développement des sciences. Il était dès lors possible d'intégrer dans une doctrine unitaire cohérente la compréhension de la nature inorganique et organique, ainsi que de la société humaine, et de tracer le schéma général de l'histoire universelle.

Dans ce schéma, l'apparition de l'espèce humaine n'est pas un Mystère, un acte de création ou d'auto-création, mais un **produit de l'histoire naturelle**, d'un long processus qui s'est déroulé dans certaines conditions dans une certaine région de l'univers. Et certes nous sommes loin de pouvoir analyser véritablement les divers aspects de cette histoire naturelle, mais il n'y a plus de problème de principe. Dès lors que l'on reconnaît que la matière est mouvement, que la dialectique représente le comportement de la matière, l'apparition et le développement des organismes vivants et de leurs propriétés pose naturellement des problèmes à l'étude scientifique, mais s'expliquent sans qu'on fasse appel à quelque chose "d'immatériel" : la vie n'est pas une chose mystérieuse venue d'un "au-delà" pour animer la matière, c'est le résultat d'une certaine organisation de la matière. Un organisme vivant, c'est un ensemble matériel *organisé* d'une certaine façon et qui de ce fait acquiert des propriétés "nouvelles", des propriétés qui ne sont pas celles de ses éléments constituants, mais découlent de leur organisation. Il est clair que la seule façon de comprendre *toutes* les propriétés des êtres vivants, et de l'homme y compris, c'est de les saisir comme *produites* par le mouvement et l'organisation dynamique de la matière. Renoncer à ce principe, c'est les poser à priori comme inexplicables, c'est finalement faire appel à Dieu sous une forme ou une autre.

Ceci vaut bien entendu aussi pour la fameuse Conscience, que M. Sartre prend comme point de départ absolu. En réalité, la conscience est un produit de l'histoire naturelle, et loin qu'elle jaillisse ex abrupto avec l'homme, on trouve très tôt dans le règne animal des formes d'activité consciente. Les théologiens qui discutaient pour savoir si les animaux avaient une âme, si le cochon de saint Antoine irait avec lui au paradis, étaient finalement moins bornés que la philosophie bourgeoise moderne.

Bien que la nature ne procède pas de façon continue mais par bonds dialectiques, par changements quantitatifs qui entraînent brusquement des changements qualitatifs, il est impossible de trouver une limite "absolue" entre non-conscience et conscience, tant le phénomène est complexe. Il n'en reste pas moins que la différence existe et qu'elle entraîne des propriétés nouvelles. Mais ce qui apparaît ainsi ce n'est pas la Liberté, c'est une nouvelle forme de déterminisme, à la fois plus souple et plus riche que le déterminisme mécanique ou biochimique, et qui présente cette particularité que non seulement le passé et le présent agissent comme causes déterminantes, mais l'avenir aussi. Un exemple va nous permettre de préciser ce point.

Très tôt dans l'échelle animale l'échange avec le milieu extérieur se scinde en deux parties distinctes : l'absorption de l'oxygène et celle des autres substances nécessaires. La respiration, qui ne tolère que des interruptions très courtes, est restée même chez l'homme un processus réglé par un mécanisme "automatique", un processus que la conscience peut saisir et influencer, mais qui, normalement, s'effectue sans l'intervention consciente. La nutrition, par contre, admet des interruptions beaucoup plus longues. Alors qu'aucune espèce animale connue ne peut sortir (sinon pour quelques instants) de son milieu respiratoire où l'oxygène est partout et pénètre «automatiquement » dans l'organisme (3), les espèces un peu évoluées ont pu sortir du milieu nutritif où elles baignaient dans leur nourriture, où, comme dans le Pays de Cocagne, les poulets vous volaient tout rôtis dans la bouche. Mais pour pouvoir effectivement sortir de son milieu nutritif, il ne suffit pas que l'absorption de nourriture puisse être interrompue, il faut encore qu'elle puisse avoir lieu quand même ! Dans le milieu nutritif elle peut être réglée par un processus automatique, mais dehors il n'en est plus ainsi : il faut que l'animal soit capable de "chercher" (et de trouver !) sa nourriture. Une telle quête, pour éloignée qu'elle soit de celle du Saint Graal, implique l'existence de processus "conscients". d'une certaine connaissance du monde et de ses lois, d'une capacité de prévoir et d'agir suivant des prévisions. Bien entendu, cette conscience n'est pas la Liberté ou le Néant de M. Sartre : elle est activité consciente et volontaire, tendant à réaliser une nécessité biologique. C'est là la première forme de l'activité productive dont parle Marx, car le simple fait d'aller charcher sa nourriture est déjà une action. Et tout le monde sait que certaines espèces animales ont des activités productives très évoluées. C'est encore l'activité, le travail d'une espèce animale, le singe, qui a été, comme le rappelle Engels, un des facteurs qui ont produit l'espèce humaine.

Avec l'espèce humaine apparaît bien quelque chose de nouveau, un changement qualitatif. Mais l'homme qui apparaît ainsi est le produit de

---

(3) Il n'y a pas de raison "philosophique" à cela : à priori, il pourrait exister des espèces qui se contenteraient d'absorber de l'oxygène de temps en temps, comme nous buvons de l'eau, et peut-être en existera-t-il, mais probablement y a-t-il de bonnes raisons *biochimiques* qui s'y opposent.

l'histoire naturelle. Et l'homme continue en réalité "l'histoire naturelle", même s'il est commode de distinguer dans l'évolution de l'espèce humaine l'action des facteurs non-humains, dits "naturels", et celle de l'activité, de "l'histoire humaine" proprement dite.

L'homme qui apparaît ainsi sur terre n'est pas cette "coupure dans l'Etre" dont parle le philosophe. C'est simplement une espèce aux capacités beaucoup plus vastes que les autres et qui, poussée par la nécessité d'assurer sa vie, va se lancer dans l'activité productive à une échelle beaucoup plus grande que les autres. Mais en produisant de quoi satisfaire ses besoins elle ne produira pas seulement des besoins nouveaux et de nouvelles capacités, elle se produira elle-même comme producteur. C'est en ce sens que Marx dit que l'homme n'est pas une "espèce naturelle". Cela ne signifie pas qu'il soit "en dehors" de la nature, ni qu'un quelque chose (l'âme ou un de ses ersatzs modernes) lui serait venu d'un "au-delà de la nature" ; cela signifie que la nature de l'homme n'est pas simplement une donnée naturelle, mais aussi *le produit de sa propre activité productrice.* C'est d'ailleurs pour cette raison (et non à cause d'une mystérieuse vertu de l'économie en elle-même) que *les rapports de production,* les rapports qui s'établissent entre les hommes dans la production, **déterminent l'ensemble des rapports sociaux** (4). Car cette activité de l'homme qui produit l'homme lui-même n'est pas — Marx y insiste dès 1844, et c'est là une clé de l'histoire humaine — n'est pas une activité individuelle, mais collective, une activité sociale. L'homme produit socialement, et ce faisant, il produit les rapports sociaux et se produit lui-même comme être social : la nature de l'homme n'est pas individuelle, mais sociale.

C'est pour cette raison que toute construction théorique qui prend comme point de départ l'individu, est totalement impuissante à rendre compte des faits humains (même si elle regroupe ensuite ces individus). C'est aussi pour cela que les philosophes du 18me siècle n'ont eu que des déboires dans leur recherche de "l'homme naturel", non "perverti par la société". Ils se sont précipités sur les "enfants sauvages", ces enfants perdus tout petits dans la forêt, et élevés par des bêtes : Ah, voilà l'homme à l'état naturel, ont-ils dit, enfin on va le voir ! Ils n'ont rien vu du tout et pour cause ! Alors ils se sont rabattus sur le Huron, et là ils ont cru avoir plus de chance ; mais c'était un malentendu : le Huron n'était pas "l'homme naturel" ; c'était simplement, comme le fameux Persan, l'homme-d'une-autre-forme-sociale. Les philosophes bourgeois ont donc utilisé l'ahurissement légitime du Huron (qui tombait du communisme primitif dans la société de Louis XIV !) pour montrer qu'il existait d'autres formes

(4) Engels a rappelé qu'au temps où les forces productives étaient très faibles, les rapports de production de l'espèce, les formes familiales étaient relativement indépendantes du reste de la production (économie) et parfois même le facteur le plus important. Avec le développement des forces productives et de la production, par contre, même les rapports de reproduction de l'espèce sont de plus en plus assujettis à l'économie. Voir *l'Origine de la Famille, de la Propriété et de l'Etat.*

sociales possibles que celle qu'ils voulaient abattre. Quant à "l'homme naturel", ils ont renoncé à le trouver, tout en le conservant comme fondement théorique du "Contrat social".

De ce point de vue, le grand philosophe moderne a fait un petit pas en avant, et un bond en arrière. S'il a découvert (!) que la nature de l'homme n'est pas donnée à priori, le fondement de sa philosophie est toujours l'individu. Mais alors que les Encyclopédistes cherchaient un Robinson, un individu réel en chair et en os, il part, lui, de l'individu abstrait produit par la société bourgeoise ; alors qu'ils pressentaient un développement historique justifiant la révolution bourgeoise, et cherchaient, bien que d'une façon mystifiée, à *expliquer* leur société par *l'histoire,* il prend, lui, comme donnée naturelle, l'homme-de-la-société-capitaliste, cet homme qui n' "est" effectivement rien du tout, rien que "force de travail", capacité de produire du Capital. La Conscience de M. Sartre n'est que la représentation philosophique, le reflet mystifié de la force de travail et participe de sa nature énigmatique : d'où vient-elle, mystère, le Capital l'ignore et veut l'ignorer ; elle est absolument indéterminée, elle n' "est" rien, sinon une capacité vide, à qui on peut faire travailler le beurre comme l'acier ; et quoi qu'on lui fasse faire, elle reste toujours libre et disponible. C'est merveilleux !

Il serait totalement faux de conclure de ce qui précède que le marxisme méconnaît l'individu, la conscience, etc... C'est au contraire notre doctrine, qui, seule, est capable d'en rendre compte. Bien loin que l'individu ait été le fondement de la société, c'est le développement même de la société qui a produit l'individu. Même l'ethnologie bourgeoise a dû reconnaître ce fait, affirmé depuis longtemps par Engels. Certes, l'individu physique a toujours été la cellule élémentaire de la société au sens biologique, étroit et immédiat ; mais les sociétés primitives ne connaissaient pas d' "individu" au sens que ce terme a aujourd'hui. L'homme de ces sociétés n'avait aucune " personnalité" distincte et autonome, et s'il constituait bien au sens biologique un terme irréductible, la véritable *unité vivante et indivisible,* c'était le clan, la tribu ou la famille (au point que, coupé d'elle l' "individu" périssait). La notion même de "personne" est d'apparition relativement récente, et ne s'est formée que lentement à travers la destruction du communisme primitif et le développement de la propriété privée dans les sociétés de classes.

C'est l'évolution sociale qui a produit l'individu, et c'est le mouvement social qui va le transcender. Il ne va *pas* le *supprimer* en revenant à un état de communauté indifférenciée, mais le *nier dialectiquement* : le communisme supérieur ne sera pas un retour au communisme primitif, ni dans son emprise sur la nature, ni dans les rapports humains qu'il créera Aujourd'hui, le capitalisme déifie l'individu en théorie, et tue toute individualité en pratique ; la société capitaliste est en un sens une énorme machine à désindividualiser et uniformiser tous les aspects de l'existence humaine, de la conception à l'enterrement. La société communiste, et dès aujourd'hui le parti qui la préfigure, nie l'individu-Dieu, nie son autonomie et sa souveraineté ; mais le communisme, qui intègrera l'individu

dans le corps social, permettra en même temps l'épanouissement des capacités individuelles dans tous les domaines. Cet individu sera évidemment tout-à-fait différent de l'individu robot-tabou de la société bourgeoise ; il pourra développer son "individualité" parce qu'il existera alors une unité sociale dont il sera *indissociable,* parce que chaque homme sera alors intégré à ce tout organique constituant autre chose que la somme des éléments qui le composent.

La critique marxiste a démoli non la notion d'être humain individuel, mais l'idée de l'individu base des faits et de l'histoire sociale, en montrant que l'unité indivisible qui agit dans l'histoire n'est jamais l'unité biologique, mais toujours une unité collective, aujourd'hui une classe.

Quant à la conscience, on a déjà vu que le marxisme ne l'ignore nullement. Mais ce que nous entendons par conscience se distingue radicalement, aussi bien de la "conscience morale" que de la Conscience Existentialiste par deux aspects : elle n'est ni indéterminée, ni propre à l'individu. M. Sartre a bien voulu affirmer que "l'existence précède l'essence", mais il a refusé de voir que l'être précède la conscience. Que c'est l'être qui produit la conscience ; que la Conscience n'existe pas, mais seulement le fait *d'être consciemment* (Bewusstsein ist bewusstes Sein, disait Marx). C'est pourquoi la conscience n'est pas une "liberté indéterminée", mais une fonction et une expression bien déterminée de l'être qui la produit.

Il est vrai qu'elle n'obéit pas à un déterminisme mécanique. Nous en avons déjà parlé, mais il est utile d'insister sur ce point. Nous avons déjà rappelé que chez les animaux un peu évolués, l'alimentation est un processus conscient. Conscient, mais non pas "libre". Nul ne s'est encore montré assez idéaliste pour oser soutenir qu'il mangeait par suite d'une libre décision de sa volonté. Nous savons bien que nous mangeons à cause d'une nécessité biologique objective et inéluctable. Cependant, cette nécessité biologique ne peut s'accomplir grâce à un simple processus automatique : pour qu'elle s'accomplisse, il faut que l'animal (ou l'homme) *en prenne conscience* et *travaille volontairement* à son accomplissement. Il en prend conscience au travers de la sensation que nous appelons "faim" (5), et il cherche à manger. Cette recherche de la nourriture peut être plus ou moins simple, et, suivant leurs capacités, les diverses espèces survivent ou non dans telles et telles conditions. (Aujourd'hui, et pour nous, c'est un processus extrêmement compliqué que cette quête du pain quotidien). Or on rencontre assez tôt dans l'échelle animale des espèces qui ne se contentent pas de chercher à manger au moment où la faim les prend, mais qui sont capables de prendre conscience de cette nécessité biologique d'une façon plus générale, de prévoir dès aujourd'hui leur faim de demain. C'est là que le déterminisme commence à se compliquer sérieusement, parce que la prévision du besoin futur devient elle aussi un facteur déterminant

(5) M. Sartre a dû dépenser des trésors d'ingéniosité pour démontrer que la soif n'est pas le désir de ne plus avoir soif, mais le désir de boire ; c'est qu'il a oublié que la soif est la prise de conscience du fait que l'organisme a besoin d'eau !

de l'activité, et peut même entrer en conflit avec la conscience du besoin immédiat. Ainsi le paysan se serrera la ceinture en hiver plutôt que de manger le dernier sac de blé destiné aux semailles, qui lui fournira donc son pain l'année prochaine. S'il résiste ainsi au déterminisme biologique, s'il passe outre aux cris de son estomac, ce n'est pas par une "libre décision de sa conscience", mais poussé par le désir de survivre, le besoin de manger sous son aspect *plus général.* Même à l'échelle de l'individu et du besoin primordial, nous voyons que le déterminisme est complexe et fonction des capacités de prévision et d'action consciente.

A l'échelle de la société humaine, il l'est évidemment beaucoup plus ; non seulement parce que l'humanité a produit des besoins nouveaux, humains et non plus "naturels", mais aussi parce qu'il est apparu des besoins, des nécessités et des lois qui concernent les *collectivités humaines dans leur ensemble.* A ces nécessités correspondent des activités elles-mêmes *collectives,* dont le sujet n'est pas un individu, molécule bio-chimique, mais une collectivité humaine, unité sociale.

Il est compréhensible que le déterminisme social agisse de façon encore moins automatique que le déterminisme biologique, et à travers un processus conscient. C'est en ce sens que Marx disait que "les hommes font leur propre histoire" : cela ne signifie pas qu'ils font librement ce qui leur plaît, cela signifie que les nécessités sociales ne peuvent se réaliser que grâce à l'activité consciente des hommes. Or, quand il s'agit d'activité dont le sujet est *collectif,* la conscience directrice doit, elle aussi, être *collective,* c'est-à-dire quelque chose de très *différent d'une somme* de consciences individuelles, de même qu'une collectivité est autre chose que la somme de ses membres. La philosophie bourgeoise qui part du Je est incapable de comprendre cette conscience collective, et, se rabattant sur le matérialisme le plus borné, elle demande qu'on lui montre *la* cervelle qui secrète cette conscience. Mais l'histoire se moque de la scolastique bourgeoise : toutes les collectivités humaines ont produit leur conscience, exprimée par une communauté plus ou moins vaste, mais indivisible, qu'aucun de ses membres ne peut remplacer à lui seul.

Maintenant, le prolétariat, au grand effroi de la bourgeoisie, a produit lui aussi *sa* conscience de classe, et son incarnation, le parti. Il ne les a pas produites "librement", mais poussé par la *nécessité objective* d'agir comme classe dans l'histoire (6). Cette conscience de classe n'est ni libre, ni mécaniquement déterminée par le capitalisme. En principe, cette question est éclaircie depuis plus d'un siècle, mais il nous faut y revenir continuellement pour démolir l'idéologie bourgeoise.

---

(6) Nous ne pouvons insister ici sur le fait que la conscience de classe du prolétariat doit nécessairement s'incarner dans le parti. Ce point fondamental a été longuement développé dans des textes comme : *Parti et Classe,* dans "Programme Communiste" n° 28 ; *Parti et Action de Classe,* ibidem, n° 30 ; *Dictature prolétarienne et Parti de classe,* ibidem, n° 23, etc.

La conscience révolutionnaire n'est pas le fait d'un libre choix ; un révolutionnaire n'est pas un homme "qui veut que ça change". Marx et Engels ont montré que cette conscience-là, cette conscience mystifiée, a été, et devait être, celle de la révolution bourgeoise ; dans leur lutte contre les utopistes, ils ont montré que leur "liberté" les amenait précisément à s'enfermer dans le système capitaliste. Aujourd'hui, le "libre choix" sert d'étendard contre-révolutionnaire à la bourgeoisie sénile, ou encore aux révolutions bourgeoises qui s'accomplissent tant bien que mal à la faveur de la défaite du prolétariat. Ce n'est pas par hasard que M. Sartre s'est précipité sur la Chine, Cuba et l'Algérie ! Ah, si seulement il avait pu naître deux siècles plus tôt !

La conscience révolutionnaire n'est pas déterminée mécaniquement par le capitalisme. Tout le poids matériel et idéologique de la domination bourgeoise tend au contraire à imposer au prolétaire l'idéologie bourgeoise, à lui faire admettre que la forme capitaliste est "naturelle" et "éternelle", tout au plus susceptible d'être "améliorée". Et en période de relative prospérité, les grandes masses ouvrières subissent cette emprise, et acceptent cette vision réformiste. Mais le capitalisme a produit les conditions du communisme, il est en train de produire le communisme comme *exigence historique objective,* comme *nécessité sociale inéluctable.* Par là-même, malgré qu'il en ait, il pousse dialectiquement à la prise de conscience révolutionnaire. Le parti n'est pas composé d'une "élite d'hommes libres", de super-men qui se seraient miraculeusement soustraits au déterminisme social ; mais il ne subit pas le déterminisme de la société capitaliste d'une façon *statique* et *immédiate.* Le parti, c'est le prolétariat qui a pris conscience des lois de l'histoire, et qui, de *ce fait,* est déterminé par le déterminisme social sous sa forme la plus générale ; il est déterminé par une forme sociale qui n'est pas encore éclose mais en devenir, par le communisme qu'engendre de facto le capitalisme. De la même façon que le paysan qui a assimilé les lois de la botanique est déterminé par la récolte future existant en puissance dans la semence, le parti est déterminé par l'avenir qui existe en puissance dans le présent.

C'est pourquoi la faculté de prévoir est une qualité essentielle du parti révolutionnaire, et pourquoi Marx et Engels ont insisté sur le caractère "scientifique" de notre doctrine. Analysant le passé et le présent, et induisant l'avenir, le prolétariat devient capable de réaliser cet avenir. C'est pourquoi nous consacrons tant de soin à démontrer que toute l'histoire, et en particulier celle du capitalisme, confirme point par point les lois mises en évidence par le marxisme, que toutes les prétendues "nouveautés que Marx ne pouvait imaginer" ont au contraire été parfaitement prévues par notre mouvement. Et pas plus que le paysan ne se laisse décourager par les intempéries qui détruisent sa récolte, nous ne nous laissons décourager par les défaites que subit le prolétariat. Elles ne font que rendre plus urgente la solution du problème, et d'autant plus nécessaire la rigueur, le "dogmatisme" intransigeant de nos positions.

Que penserait-on d'un paysan qui sèmerait sur le roc parce que la pluie a noyé son blé ? Or, c'est ce que font ces gens qui, après une défaite,

jettent les armes, et renoncent à ce qui fait la force du prolétariat, sa *conscience du déterminisme historique* pour courir après une illusoire liberté.

Aujourd'hui, notre force peut sembler dérisoire, comme semble dérisoire au marin inexpérimenté le tout petit nuage noir qu'il voit à l'horizon. Mais demain, dans la tempête sociale, elle se révèlera immense.

Elle sera immense, parce que, inébranlablement attachée à notre doctrine, nous prévoyons les convulsions sociales et leur résolution. Parce que nous proclamons inlassablement ce qui, demain ,deviendra évident pour les masses : la nécessité de détruire radicalement le capitalisme par la révolution violente et la dictature du prolétariat dirigé par son parti. Parce que seul le parti du prolétariat, dépositaire de la doctrine et de l'expérience historiques, peut établir le programme de la révolution communiste, programme non pas librement échaufaudé, mais nécessité, imposé par le développement historique. Parce que notre parti est seul capable de démasquer et de combattre tous les faux socialismes, fleurons d'arrière-garde de la bourgeoisie.

Ce combat, nous devons le mener constamment et sur toute la ligne. C'est pourquoi nous nous sommes occupés ici de M. Sartre, fabricant de déguisements philosophiques pour opportunistes décrépits, pseudo-restaurateurs du mouvement révolutionnaire. Nous avons préféré insister sur les questions fondamentales, plutôt que de nous divertir des polémiques aussi vaines qu'absconses qui ont lieu entre M. Sartre et les grands théoriciens du pseudo-communisme, les Kanapa, Lefebvre, Casanova et Cie. Comme ces Messieurs ne cherchent qu'à justifier (par le "marxisme", disent-ils) la politique bourgeoise des partis communistes nationaux et ont — mais sans l'avouer — la même position idéaliste que l' « adversaire », ce combat truqué ne sert qu'à cacher le vrai problème.

M. Sartre a au moins le mérite de la franchise et permet d'arriver plus vite à la question clé : idéalisme ou matérialisme ? Liberté ou déterminisme social ? Conservatisme bourgeois ou révolution prolétarienne ? *Hic Rhodus hic salta.*

CETTE REVUE EST ENTIEREMENT REDIGEE, COMPOSEE, ADMINISTREE PAR DES TRAVAILLEURS SALARIES, A L'EXCLUSION DE TOUTE COLLABORATION DE PROFESSIONNELS OU DE PERMANENTS RETRIBUES. C'EST LEUR CONTRIBUTION A L'ŒUVRE NECESSAIRE DE CLARIFICATION.

TOI, LECTEUR, SYMPATHISANT, QUELLE EST LA TIENNE ?

PROGRAMME COMMUNISTE NE PEUT VIVRE QUE DES SUBSIDES PROLETARIENS.

PROGRAMME COMMUNISTE NE PEUT FAIRE ENTENDRE SA VOIX QUE PAR L'EFFORT CONJUGUE DE TOUS LES REVOLUTIONNAIRES SINCERES.

PROGRAMME COMMUNISTE NE PEUT AMELIORER SA PERIODICITE ET AUGMENTER SA MATIERE QUE PAR L'AIDE DE TOUS CEUX QUI APPROUVENT SON EFFORT.

LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE

PROGRAMME COMMUNISTE

ECRIS-NOUS — ABONNE-TOI — SOUSCRIS

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES !

A nos lecteurs.

Des difficultés financières dues à la fois à l'augmentation des frais d'impression et à l'effort que nous avons fait pour augmenter la matière de nos derniers numéros, nous contraignent cette fois-ci à réduire le volume de la revue en renvoyant à notre prochain numéro la fin de l'étude sur « Le mouvement social en Chine ».

Grâce au soutien enthousiaste et persévérant de tous les militants de notre parti, **Programme communiste** a pu paraître avec régularité, sans augmenter son prix de vente, depuis le premier numéro imprimé de janvier 1959, tandis qu'un organe mensuel, **Le Prolétaire**, venait l'épauler en juillet 1963 dans sa tâche militante de diffusion du marxisme révolutionnaire et d'organisation du **parti communiste international.**

Pour que ce travail soit non seulement poursuivi, mais encore élargi, pour nous permettre en particulier de publier des brochures déjà prêtes pour l'impression, nous lançons un appel à tous nos sympathisants, à tous nos lecteurs :

Avant tout, aidez-nous à diffuser notre presse ;

Prenez contact avec nous ;

Abonnez-vous si ce n'est déjà fait ;

Et, enfin, SOUSCRIVEZ !

le prolétaire

notre organe mensuel

paraît désormais sur quatre pages imprimées

LECTEUR, SYMPATHISANT

ABONNE-TOI, SOUSCRIS,

AIDE NOTRE DIFFUSION

Le numéro du **Prolétaire** est en vente au prix de 0,40 F (4 francs belges) ; abonnement annuel **4 F (40 FB)** ; abonnement combiné **Le Prolétaire et Programme Communiste 12 F**

La souscription permanente paraît maintenant dans **Le Prolétaire.** Adresser tous versements à « Programme Communiste » C.C.P. 2202-22 **Marseille.**

DIRECTEUR - GERANT

F. GAMBINI

Adresser toute correspondance à : « PROGRAMME COMMUNISTE »

Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert - Boîte Postale N° 24 Paris (19e)

Boîte Postale 91 Ixelles 1, Belgique

C.C.P. Programme communiste 2202-22 Marseille

Imp. "LINO-IMP" 1, 3 et 5 Bd Desplaces Marseille (Xe) Tél : 77.92.48

Dépôt légal n° 28-688, novembre 1963.